

LUNDI 20 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = 2 degrés de réchauffement, c'est trop ! GIEC, ONU, Mai 2015 p.1
- = Civilisations : changer ou disparaître ? – Arte p.5
- = La fin de l'URSS a impacté la faune sauvage p.5
- = L'énergie photovoltaïque est-elle vraiment durable? p.7
- = Le véhicule électrique est-il vraiment écologique ? p.10
- = Climat et hydrocarbures fossiles : penser les futurs probables n'est pas chose aisée... p.12
- = Mensonges suivis de bail-ins p.16
- = Risque de contagion: la dette de l'Italie est à des niveaux records p.20
- = Dette et crises économiques : de la Grèce à l'Espagne (Bill Bonner) p.21
- = Ce qu'une course de taureaux nous apprend sur la Fed et les marchés boursiers p.23
- = Cours du baril : un problème d'offre ou de demande ? p.26
- = LE RIFIFI SE POURSUIT p.31
- = COMMENT VONT-ILS RETOMBER SUR LEURS PIEDS ? p.31
- = Euro : l'édifiant constat de l'ancien Président de la FED (Bruno Colmant) p.32
- = De la Révolte Légitime (Charles Gave) p.33
- = La liberté de la presse sous pression gouvernementale au Japon p.38
- = Dis Papa, ça naît où l'argent ? p.39
- = Sondages : notre indéfectible (et si révélatrice) crédulité (Le Yéti) p.43
- = **Dossier : Crises, environnement, climat : pourquoi il est trop tard pour agir... depuis toujours** p.45



2 degrés de réchauffement, c'est trop ! GIEC, ONU, Mai 2015

Adrastia.org



Report on the structured expert dialogue on the 2013–2015 review, 4 mai 2015

[Lien vers le site des Nations Unies](#)

Alors que les données montrent que nous suivrions actuellement le scénario d'un réchauffement estimé jusqu'à 6 degrés à terme par rapport à l'ère pré-industrielle ([lire cet article](#), référence NASA), les dernières discussions entre les experts de l'ONU, les membres de l'IPCC (GIEC), l'Organisation Météorologique Mondiale et le Hadley Center semblent conclure que **la valeur de 2 degrés de réchauffement à ne pas dépasser ne serait plus une limite sûre**. À partir de 1,5 degrés le changement climatique entrerait déjà dans une phase d'évolution non linéaire, aux effets globaux irréversibles et particulièrement hostiles à la vie dans son ensemble.

L'atmosphère terrestre est aujourd'hui plus chaude de 0,85 degrés par rapport aux temps pré-industriels et les estimations concernant [l'inertie climatique](#) (le temps que met l'atmosphère à réagir à un ajout de CO² dans sa composition) paraissent indiquer que même si nous stoppons immédiatement toute émission de CO², les 1,5 degrés de réchauffement seraient atteints voire dépassés.

Merci à Dorota Retelska de nous avoir orientés vers le document source (articles de D. Retelska sur le site du [Nouvel Observateur](#)).

Extraits du rapport (intégré ci-dessous) :

Page 98 : “(...) le signataire* a souligné que quatre des cinq RCF** (Reasons For Concern : raisons de s'inquiéter) montrent que les impacts du changement climatique s'accroissent d'une manière non-linéaire entre 1,5 °C et 2 °C, en particulier pour les systèmes uniques et menacés (par exemple, la perte massive des récifs coralliens), les événements singuliers de grande envergure (par exemple, la désintégration des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique dans ce spectre de réchauffement), ou les impacts sur l'agriculture locale.”

“(...) the Party pointed out that four out of the five RFCs show that the impacts of climate change increase in a non-linear fashion between 1.5 °C and 2 °C, especially for unique and threatened systems (e.g. the massive loss of coral reefs), large-scale singular events (e.g. the disintegration of ice sheets in Greenland and Antarctica in this warming range), or impacts on local agriculture.”

Page 98 : “Pour les scénarios de réchauffement de 1,5 °C, l'action d'atténuation nécessaire en 2030 est très différente de l'action nécessaire pour les scénarios de réchauffement de 2 °C.”

“For 1.5 °C warming scenarios, the required mitigation action in 2030 is very different from the action required for 2 °C warming scenarios.”

Page 104 : “(...) les scénarios d’émissions qui limitent l’augmentation de la température à moins de 2 °C (à partir de celle de l’ère pré-industrielle) nécessitent des modèles d’investissement considérablement différents au cours de la période 2010-2029, y compris une baisse de 30 milliards USD des investissements dans les centrales à combustibles fossiles sans CCS***, une augmentation de 147 milliards de dollars en investissements dans les technologies de production à faibles émissions, et une augmentation de 336 milliards de dollars en investissements dans l’efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des secteurs industriels.

“(...) emission scenarios that limit temperature increase from preindustrial levels to below 2 °C require considerably different investment patterns during the period 2010–2029, including a fall in investments in fossil-fuel plants without CCS of USD 30 billion, an increase by USD 147 billion in investment in low-emission generation technologies, and an increase by USD 336 billion in energy-efficiency investments in the buildings, transport and industry sectors.”

Page 108 : “Toutefois, le GIEC a souligné à plusieurs reprises que ses mains sont liées, soulignant que les connaissances scientifiques sur la limite de 1,5 °C sont limitées, car les résultats des recherches nécessaires ne sont pas encore disponibles ou pas de la même robustesse que ceux portant sur l’objectif global à long terme de 2 °C.”

“However, the IPCC repeatedly emphasized that their hands are tied, pointing out that scientific insights on the 1.5 °C limit are limited since results of the needed research are not yet available or not of the same robust nature as those on the 2 °C long-term global goal.”

Page 111 : “Le premier message portait sur la nature des limites de 2 °C et 1,5 °C du réchauffement climatique. Il a souligné qu’au SED**** 2, SED 3 et SED 4-1, de nombreux experts, notamment du GIEC, avaient expliqué que les impacts liés au climat sont très courants au niveau actuel de réchauffement de 0,85 °C au-dessus du niveau pré-industriel, qu’ils ont progressivement des effets indésirables significatifs, et que des ordres de grandeur supplémentaires de réchauffement ne feront qu’augmenter les risques d’impacts graves, généralisés et irréversibles. Il a

souligné que cela est une indication que toute autre limite supérieure du réchauffement climatique ne peut plus être considérée comme une glissière de sécurité offrant une protection aux interférences anthropiques dangereuses, et il a appelé à un examen des risques socialement acceptables (ou autres) des impacts climatiques...“

“The first message was on the nature of the 2 °C and 1.5 °C limits to global warming. He emphasized that at SED 2, SED 3 and SED 4-1, many experts, notably from the IPCC, had explained that climate-related impacts are prevalent at the current degree of warming of 0.85 °C above the pre-industrial level and have increasingly significant adverse effects, and that additional magnitudes of warming will only increase the risks of severe, pervasive and irreversible impacts. He stressed that this is an indication that any upper limit for global warming can no longer be seen as a guardrail providing protection from dangerous anthropogenic interference, and called for a consideration of societally, or otherwise, acceptable risks of climate impacts.”

Page 118 : “Dans un monde plus chaud de 1,5 °C que dans les temps pré-industriels, nous sommes sur le point de passer à un risque élevé pour les organismes, alors que dans un monde à 2 °C plus chaud que dans les temps pré-industriels, le risque devient élevé pour des écosystèmes complets. En ce qui concerne les espèces d’eau douce et les espèces terrestres, dans un monde de 1,5 °C plus chaud, la plupart des arbres et des herbes subiraient un risque modéré de disparaître à cause du déplacement des zones climatiques dont ils dépendent. Dans les paysages plats, 2 °C de réchauffement signifient que la vitesse du changement climatique deviendrait trop élevée pour que les organismes terrestres et d’eau douce puissent suivre le déplacement des zones climatiques.”

“In a world 1.5 °C warmer than in pre-industrial times, we are on the verge of moving to high risk for these organisms, while in a world 2 °C warmer than in pre-industrial times, the risk already becomes high for these ecosystems. For freshwater and terrestrial species, in a world 1.5 °C warmer, most trees and herbs would be at moderate risk from falling behind the moving climate zones. However, in flat landscapes, 2 °C warming means that climate change velocity would become too high for terrestrial and freshwater organisms to follow the moving climate zones.”

NOTES :

* Un des signataires de la convention-cadre des Nations-Unies sur le réchauffement climatique.

** RFC : Reasons For Concern (cinq raisons de s’inquiéter) : elles « illustrent les conséquences du

réchauffement et des limites d'adaptation sur les personnes, les économies et les écosystèmes à travers les secteurs (économiques) et les régions. » Voir le point 31, page 11 du document, ainsi que le graphique (A) de la Figure 4, page 9.

*** CCS : Capture et séquestration du carbone (CSC)

**** SED : structured expert dialogue (dialogue structuré des experts, ou entre experts).

Civilisations : changer ou disparaître ? – Arte

L'utilisation abusive des ressources naturelles ou "écocide" semble expliquer la chute de certaines civilisations, notamment les civilisations khmer et maya. "Le Dessous des cartes" s'interroge sur l'avenir de notre civilisation et sa capacité à protéger son environnement pour ne pas s'effondrer à son tour.



<https://youtu.be/AHXrPIMPLjo> (Français, 12 minutes)

La fin de l'URSS a impacté la faune sauvage

Science et Avenir Par Loïc Chauveau Publié le 22-01-2015

La désorganisation des services de l'État soviétique au début des années 1990 a eu des conséquences fortes sur les populations des grands mammifères des champs et forêts de Russie.

URSS. Arrêt du financement des politiques de gestion de la faune sauvage, défaut de paiement des salaires des garde-chasses et baisse de leurs effectifs, désorganisation des services : la fin de l'Union soviétique, décidée en décembre 1991 et la décadence de son administration monolithique, a eu par ricochet un impact insoupçonné sur la faune sauvage de Russie. Le soudain arrêt de l'intervention de l'homme sur les milieux naturels a provoqué un déclin brutal des populations de grands mammifères, affirme une étude publiée dans Conservation biology.

Pour arriver à nouer ce lien de cause à effet, l'équipe menée par Eugenia Bragina de l'université du Wisconsin (États-Unis), a remis le nez dans les archives de

l'Agence fédérale russe de surveillance de la faune qui compile les données des populations. C'est en reprenant les chiffres des années 1981 à 2010 sur 8 espèces (chevreuils, cerfs rouges, rennes, élans, sangliers, ours bruns, lynx et loups gris) qu'a été détecté la chute du début des années 1990. Et ce déclin a été rapproché des soubresauts qui ont atteint une administration passant brutalement d'un régime politique à un autre et du brutal appauvrissement des Russes. Quatre espèces ont été particulièrement étudiées : les sangliers, les ours, les élans et les loups. Les trois premiers ont connu un brutal déclin de près de 85% des effectifs tandis que les loups gris ont vu leur population exploser de 150%.

Baisse du garde-chasse, hausse du braconnage

Pourquoi ? L'hypothèse développée est que l'effondrement des services de gestion et de protection de la faune sauvage et le braconnage expliquent en grande partie ces mouvements démographiques animaliers peu naturels. Ainsi, les sangliers auraient été affectés par l'arrêt de l'entretien de champs destinés à les nourrir par les sociétés de chasse et par le braconnage. Les hardes auraient eu du mal à trouver de nouvelles sources de nourriture tandis que les Russes y trouvaient une viande à bon marché.

BATTUES. Sans garde-chasses pour les en empêcher, de nombreux braconniers auraient également cherché une source de revenus dans la chasse à l'ours. Quant aux élans, ils auraient été directement atteints par l'augmentation brutale des loups. Et comment expliquer ce succès reproductif des loups ? Tout simplement par l'arrêt des abattages administratifs et battues menées auparavant par les garde-chasses, lesquels n'ont plus été payés pour faire ce travail de régulation des populations. Le fait que sangliers, ours et élans occupent des écosystèmes très différents permet d'écarter l'éventualité d'un bouleversement environnemental majeur.

Les chercheurs ne vont pas jusqu'à affirmer péremptoirement que ces brusques mouvements s'expliquent uniquement par les désordres socio-économiques. Il y a des contre-exemples. Ainsi, les lynx sont en déclin continu depuis plus de 30 ans quelques soient les aléas de l'histoire des hommes. Mais le fait que les populations d'ours, élans et sangliers en forte baisse au début des années 90 ont vu leurs effectifs remonter à la fin des années 2000 après que les services de gestion de la faune ont retrouvé des moyens, plaide pour l'existence de cette relation entre désordres socio-économiques et santé de la faune sauvage.

L'énergie photovoltaïque est-elle vraiment durable?

1 juillet 2015 15h10 · Philippe Gauthier, Voir.ca

La fabrication des panneaux solaires photovoltaïques (PV) est une activité industrielle très polluante, mais on considère généralement que cette « dette environnementale » est rapidement remboursée par les économies d'énergie fossiles qui découlent de leur utilisation. Or, nous apprend une étude récente publiée dans *Low Tech Magazine*, rien n'est moins sûr. La migration de cette industrie vers la Chine a complètement changé la donne et le bilan carbone du PV est largement négatif.

À première vue, les nouvelles semblent excellentes pour l'énergie PV. Le prix des panneaux solaires a baissé de 75 % depuis 2008 et le coût de revient de l'électricité qu'ils produisent devrait arriver à parité avec celle de l'énergie du réseau électrique européen vers 2017. Ceci a généré de l'investissement et la moitié du PV actuellement en production a été installé en 2012-2013 – bien que ceci représente moins de 1 % de toute l'électricité produite dans le monde.

Par ailleurs, les panneaux PV eux-mêmes sont plus efficacement manufacturés qu'avant. Selon les dernières analyses de cycle de vie, qui évaluent l'impact environnemental du produit de sa fabrication à sa mise au rebut, les émissions nettes d'équivalent CO2 ne sont plus que de 30 grammes par kWh d'électricité produite, contre 40 à 50 grammes il y a 10 ans. Selon ces chiffres, le PV serait donc 15 fois moins intensif en carbone qu'une centrale au gaz (450 g/kWh).

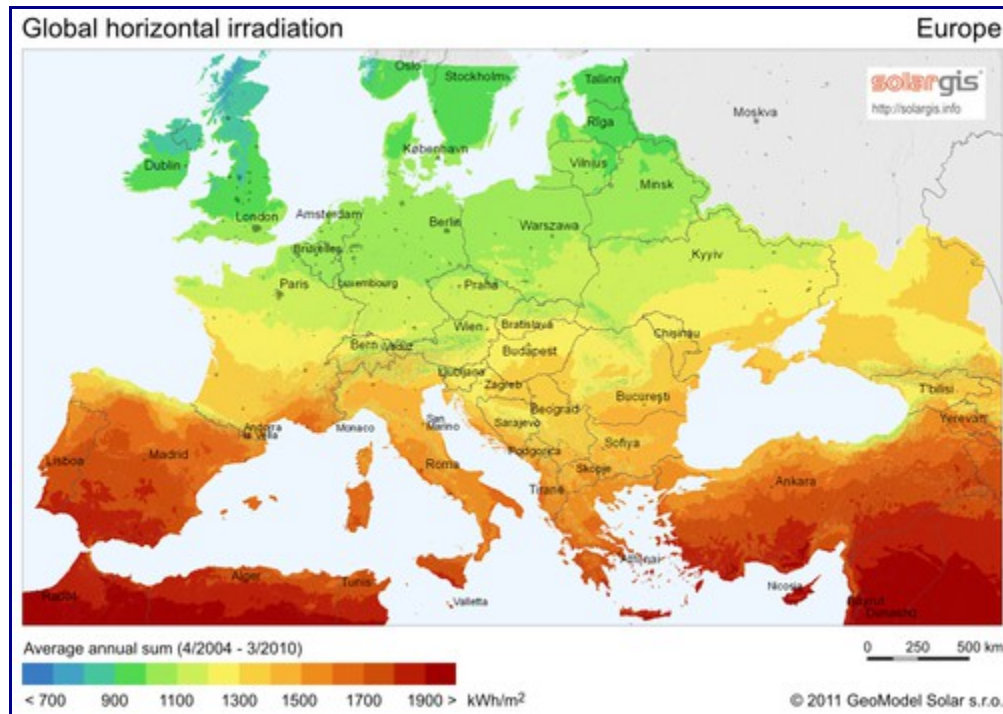
Le vrai coût du PV chinois

Mais attention. Bien qu'on attribue souvent la baisse de prix du PV aux économies d'échelle ou à une fabrication plus efficace, on note que les prix ont commencé à baisser vers 2009, quand la production a été délocalisée en Asie. Il y a dix ans, presque toute la production de PV reposait sur l'Europe, le Japon et les États-Unis. Mais en 2013, 87 % de la production mondiale se faisait en Asie, dont 67 % en Chine. La baisse des prix s'explique donc surtout par la faiblesse des salaires en Asie.

Or, le réseau électrique chinois est deux fois plus intensif en carbone et procure 50 % moins d'efficacité énergétique que les réseaux électriques occidentaux. Comme 95 % de l'énergie utilisée pour produire les panneaux est électrique, cela signifie que le PV chinois est plus intensif en énergie et que le temps de remboursement de sa dette environnementale est plus long.

Là où cela devient intéressant, c'est que presque toutes les analyses de cycle de vie du PV datent d'avant cette migration de la production vers l'Asie. Il en résulte

donc qu'elles sont toutes obsolètes et trop optimistes sur l'efficacité du solaire photovoltaïque, dont les émissions oscillent désormais autour de... 70 g/kWh. Et encore, cela ne tient pas compte de la faible qualité du PV chinois, qui ne durera peut-être pas les 25 ou 30 ans promis.



Ensoleillement en Europe

La géographie compte!

L'étude constate également qu'en général, les études de cycle de vie reposent sur l'hypothèse d'un ensoleillement de 1 700 kilowatts-heures par mètre carré par année (kWh/m²/année), ce qui correspond à la situation dans le sud de l'Europe ou le sud-ouest des États-Unis.

Est-ce une hypothèse réaliste? On peut en douter. En 2014, l'Allemagne possédait plus de PV que toute l'Europe du Sud réunie et deux fois plus que tous les États-Unis. Or, son ensoleillement n'est que de 900 kWh/m²/année, ce qui fait bondir les émissions sur le cycle de vie à 120 g/kWh. C'est encore moins que les 450 g/kWh d'une centrale à gaz, mais c'est une empreinte carbone que l'on ne peut plus qualifier de négligeable.

Pour ceux que cela intéresse, l'ensoleillement au Québec varie d'environ 1000 à 1300 kWh/m²/année, selon le lieu. Mieux que l'Allemagne, mais beaucoup loin bon que l'Espagne.

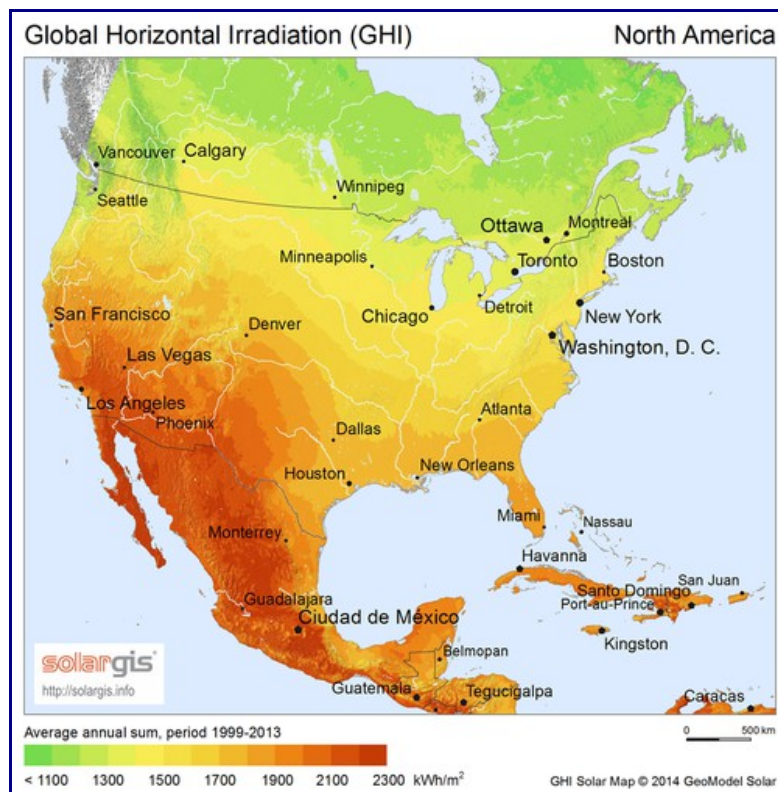
L'effet net? Moins que rien!

Bref, dans l'hypothèse plus conforme à la réalité actuelle d'un panneau PV chinois

déployé dans un pays à faible ensoleillement, le solaire rembourse sa dette environnementale en quatre ans environ et continuera à produire de l'énergie « gratuite » pendant 20 ans de plus. On pourrait donc supposer que le PV reste un bon choix où qu'on l'installe et c'est vrai si l'on regarde chaque panneau pris isolément.

Mais attention, l'industrie connaît une forte croissance. À un point tel que l'énergie utilisée pour produire les nouveaux panneaux dépasse de loin l'énergie économisée par ceux qui sont déjà installés. On mesure ce « cannibalisme énergétique » par une analyse dynamique du cycle de vie. Ce genre de calcul nous apprend qu'avec une dette environnementale remboursée en quatre ans, l'industrie réduit notre empreinte carbone si sa croissance annuelle est inférieure à 25 %, mais qu'elle l'augmente dans le cas contraire.

Malheureusement, le taux de croissance de l'industrie était de 40 % par année environ entre 1998 et 2008. On pense que pendant cette période seulement, l'industrie a produit des émissions nettes de 800 000 tonnes d'équivalent CO₂. Nous n'avons pas de calcul des émissions nettes pour la période allant de 2008 à 2014, mais le bilan s'est sûrement aggravé, parce que le taux de croissance annuel de l'industrie a bondi à 59 %, tandis que son taux de croissance « durable » aurait chuté à 12 %.



Ensoleillement en Amérique du Nord

Faut-il renoncer à l'énergie solaire?

Il serait exagéré de renoncer complètement à l'énergie solaire, mais il est clair qu'il faut repenser notre approche en la matière. Il faut cesser de penser que le coût environnemental du PV est négligeable et il faut idéalement concentrer son usage dans des pays bien ensoleillés, là où son usage est maximal. Il faut aussi penser davantage en termes de solaire thermique – il est plus simple et moins coûteux de produire de la chaleur que de l'électricité.

À moins de vouloir limiter la croissance annuelle de l'industrie à 12 % – ce qui limiterait fortement son apport global – il faudrait aussi penser à relocaliser la production du PV dans des pays où l'électricité a une faible empreinte carbone, comme le Québec. En combinant une faible empreinte carbone à la production et un déploiement dans des pays bien ensoleillés en remplacement d'une électricité à forte empreinte carbone, on pourrait limiter les émissions nettes à 6 ou 9 g/kWh et soutenir une croissance de l'industrie de 300 à 460 % par année, tout en conservant un bilan carbone positif sur le cycle de vie dynamique.

Une énergie photovoltaïque à empreinte carbone négative est donc théoriquement possible, mais ce n'est pas pour demain : il faudrait ramener la production dans des pays à fort salaire et espérer vendre cette production plus coûteuse à des pays pauvres comme l'Inde ou les États du Moyen-Orient. Il faudra bien des ententes internationales avant d'en arriver là.

Sources :

Kris De Decker [How Sustainable is PV Solar Power?](#), *Low Tech Magazine*

Philippe Gauthier [Photovoltaïque : rendements discutables en Espagne](#), blogue du journal *Voir*

[Le véhicule électrique est-il vraiment écologique ?](#)

Par CAMILLE CHANDÈS - Publié le 04 décembre 2013 , UsineNouvelle

L'étude sur l'analyse du cycle de vie du véhicule électrique commandée par l'Ademe vient d'être dévoilée. Alors que le mix énergétique français se révèle favorable à cette technologie sur le plan environnemental, le point noir reste la batterie.

Elle était très attendue. C'est pourtant en toute discrétion que l'étude de l'Ademe sur l'analyse de cycle de vie (ACV) visant à comparer les bilans environnementaux d'un véhicule électrique et d'un véhicule thermique essence et diesel a été [publiée](#) le 21 novembre. Commandée par l'agence en 2011, elle a été conduite par le cabinet de conseil en éco-innovation Gingko 21 et son homologue allemand PE international.

Un travail de titan qui a mobilisé plus de cinquante experts dont des représentants de constructeurs automobiles ([PSA](#), [Renault](#)), d'énergéticiens ([EDF](#), ERDF, [Total](#), [Areva](#), CEA...), de fabricants de batteries ([Saft](#), Dow Kokam), des spécialistes du recyclage (Umicore...) et les associations FNE et les Amis de la Terre. Il constitue à ce jour une première en Europe. Cette ACV prend comme unité de référence un véhicule produit et utilisé en France parcourant des trajets inférieurs à 80 kilomètres par jour pendant une durée de vie de 150 000 kilomètres.

Sa principale conclusion confirme l'intérêt du véhicule électrique du point de vue environnemental : *"En France, le véhicule électrique reste favorable par rapport au véhicule thermique pour un certain nombre d'impacts"*, résume Hélène Teulon, la dirigeante de Gingko 21. Les émissions de gaz à effet de serre sont notamment réduites d'un facteur trois à quatre. L'impact énergétique (consommation d'énergie primaire totale) du véhicule électrique reste également meilleur que celui de l'essence mais moins bon que celui du diesel.

Le charbon pénalisant en [Allemagne](#)

De même, le véhicule électrique tend à réduire le recours aux ressources fossiles. Une situation s'expliquant par la composition du mix énergétique français, dominé par le nucléaire. En Allemagne, où le mix est dominé par le charbon, il reste plus difficile d'identifier les bénéfices environnementaux du véhicule électrique.

Le bilan environnemental du véhicule électrique est en revanche plus mitigé en matière d'acidification atmosphérique (pluies acides) et d'eutrophisation de l'eau. Le responsable principal reste la batterie, point noir du bilan environnemental du véhicule électrique. L'extraction des métaux qui entrent dans sa composition (cobalt, nickel) provoque des rejets de polluants atmosphériques (SO₂). Autre point défavorable au véhicule électrique français : la radioactivité liée à l'électricité nucléaire. *"Comme il n'existe pour l'instant pas d'indicateur environnemental suffisamment robuste associé aux émissions et déchets radioactifs, ces impacts ont été traités mais n'apparaissent pas dans la synthèse de l'étude"*, poursuit Hélène Teulon.

Rattrapage à l'usage

Par ailleurs, la phase de production d'un véhicule électrique a un potentiel de changement climatique supérieur à celle d'un véhicule thermique. C'est à l'usage que le véhicule électrique se "rattrape". En France, sa fabrication compte pour 69% de l'effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie, contre 15% pour le véhicule thermique. La production de la batterie représente à elle seule 35% de la

contribution totale au changement climatique ! Conclusion : le véhicule électrique, pour être vraiment écologique, doit être utilisé de manière intensive et non pas comme une voiture "d'appoint".

L'étude, qui porte à la fois sur 2012 et 2020, conclut également que la plupart des interprétations faites pour 2012 sont valables pour 2020. Elle prévoit qu'une amélioration des technologies de batteries mais aussi le recours aux énergies renouvelables permettra d'améliorer encore la performance du véhicule électrique. Ainsi, en 2020, l'amélioration des batteries lithium-ion et l'extension de la technologie fer-phosphate à la moitié du parc permettraient de réduire les impacts de 20 à 40%.

Enfin, une étude complémentaire portant sur les matières critiques a été réalisée. La production de batteries et de pots catalytiques nécessite en effet d'utiliser Antimoine, Indium, Béryllium, Magnésium, Cobalt, Gallium ou encore des terres rares.

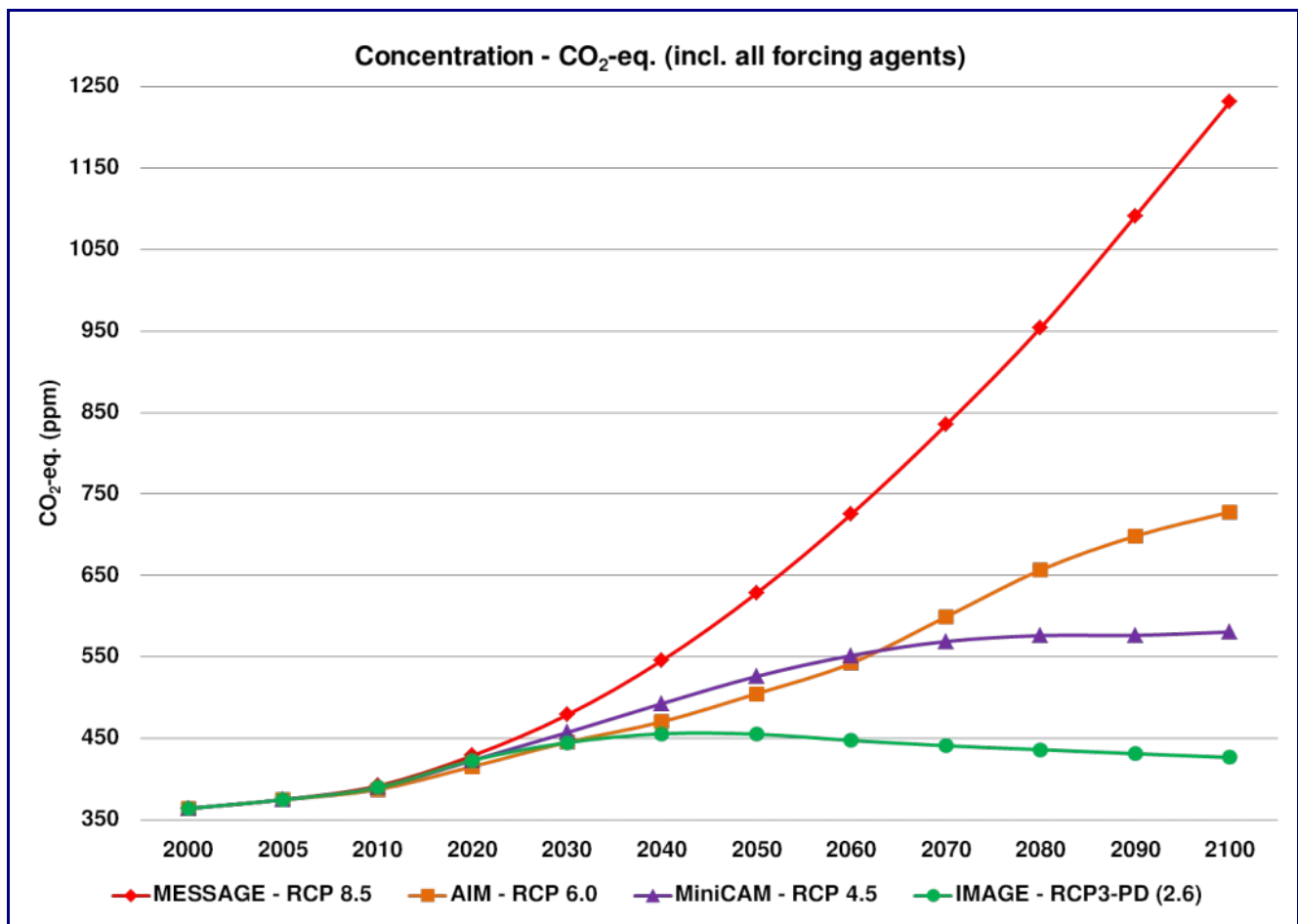
En évaluant les volumes de matières critiques utilisées, la taille de leurs ressources et en estimant que 110 000 à 638 000 véhicules électriques seront produits en Europe en 2020, l'étude conclut que *"le développement du véhicule électrique en Europe à l'horizon 2020 ne constitue pas une menace pour l'approvisionnement des matériaux critiques identifiés dans l'étude"*. A une exception : le cobalt, dont 7% de la production annuelle serait consommée par le véhicule électrique. D'où la nécessité de développer son recyclage.

Camille Chandès

Climat et hydrocarbures fossiles : penser les avenir probables n'est pas chose aisée...

Paul Racicot 22 novembre 2014 , Adrastia

Je présumerai ici que les lectrices et lecteurs sont déjà passablement au fait des problématiques et impacts liés aux émissions croissantes de gaz à effet de serre (GES) : les médias relaient nombre d'articles scientifiques en les résumant et en les vulgarisant (1) et ce, chaque semaine, si ce n'est chaque jour; de nombreux documentaires passent et repassent à la télé ou sont aisément accessibles sur YouTube, par exemple. Ce n'est donc pas d'infos dont nous manquons – pour qui veut la recevoir ou la dénicher -, mais d'un « faire sens pour soi » de toutes ces infos. C'est ce à quoi je vais ici m'employer sans trop faire dans les détails, les chiffres et les références bibliographiques.



Scénarios RCP du GIEC (Representative Concentration Pathway)

La 21^{ème} conférence sur le climat aura donc lieu en décembre 2015 à Paris. La 21^{ème} ... sans doute parce que les vingt précédentes n'ont pas permis à nos (in)décideurs de s'entendre sur... pas grand-chose. Y verrons-nous la Chine et les États-Unis – et quelques autres pays – parapher une entente historique sur une diminution « importante » ou « significative » des émissions de GES ? Un marché international du carbone ? Une taxe carbone dans les pays de l'OCDE ? Pour les pays les plus démunis, le fonds dédié à l'adaptation aux changements climatiques sera-t-il enfin garni à pleine capacité ? Si quelque entente est prise, forte, faible, parcellaire ou globale, je crains néanmoins que les intérêts nationaux auront le dessus sur celle-ci à plus ou moins court terme.

Mais quelles sont les raisons de mon scepticisme ?

Premièrement, aucun pays exportateur d'hydrocarbures ne voudra voir diminuer ses « rentes pétrolières », qui incluent le gaz et, ne l'oublions pas, le charbon. Croyez-vous sincèrement que l'Australie renoncera à vendre son charbon à la Chine ? Ou la Russie son gaz et son pétrole à la même Chine ou à l'Europe ? Je doute fortement que les gouvernements albertain et canadien renonceront à

l'extraction et à l'exportation de pétrole bitumineux. Même l'Équateur qui s'était juré de ne jamais ouvrir sa réserve naturelle à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures en a finalement ouvert la porte, il y a de cela quelques semaines. Ne parlons même pas des membres de l'OPEP, avides de ces devises qui financent leurs importations de denrées, autres biens et services, ainsi que « le filet social » de leurs populations (entendre « la sécurité intérieure »). On ne pourra donc compter les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures au nombre des signataires. Cela me semble aller de soi.

Deuxièmement, un prix sur le carbone, quelles que soient ses modalités d'application (taxe et / ou marché) serait inévitablement refilé, en bout de ligne, aux consommateurs, c.-à-d. à bon nombre d'électeurs... qui élisent périodiquement les membres de leurs gouvernements. Ces consommateurs-électeurs accepteront-ils de régler la note ? Ou en feront-ils payer le prix à leur élite politique ?

Troisièmement, les pays importateurs et signataires d'une forte entente sur le climat ne se verraient-ils pas désavantagés sur le plan de la compétition internationale face aux importateurs non-signataires ou même entre signataires ? Car je présume que certains pays ne voudront pas signer... ou signeront une entente plus conciliante. N'étant pas un économiste, je ne tenterai pas de proposer quelque réponse à ce sujet.

Quatrièmement, l'argent collecté par l'État sur une taxe carbone serait-il un levier économique efficace, créateur d'innovations et d'emplois, pour effectuer une transition (plus ou moins bien planifiée et plus ou moins rapide) vers une économie moins carbonée et / ou mieux adaptée aux impacts climatiques présents et à venir ? Ou ira-t-il au paiement de la dette nationale ou autre poste budgétaire déficitaire ? Car de nombreux pays sont en panne de croissance... et en panne de revenus. Quelles sont et seront les priorités plus ou moins électoralistes de leurs élus ?

Ceci dit, notons que les impacts climatiques sont déjà présents et se feront plus sévères au fil des ans : les grands assureurs (2), en bons actuaire qu'ils sont, et tenant à maximiser les avoirs de leurs actionnaires tout en minimisant leurs risques financiers, ne s'y trompent pas. De même que les agences de notation (3). Les sommes et autres ressources consacrées – par l'État (tous niveaux confondus), par les entreprises et les ménages – à une adaptation minimale aux bouleversements climatiques et aux réparations des dégâts générés par «les événements extrêmes» croîtront. Autant d'argent, et une bonne dose d'énergie carbonée, qui n'iront pas dans les efforts de décarbonisation de l'économie nationale ou... ailleurs.

Dans quelques années, le boom pétrolier et gazier américain prendra fin. Les prix du pétrole et du gaz repartiront à la hausse... freinant à nouveau la croissance économique, ce qui devrait stabiliser les prix à quelque niveau supérieur. La croissance des émissions de GES en sera à nouveau ralentie. Mais la demande pour les hydrocarbures fossiles (pour leur énergie plus ou moins dense et transportable) est... insatiable. Surtout dans les transports. Les centaines de millions de véhicules individuels supplémentaires qui seront vendus en Chine*, en Inde et en Afrique dans les années à venir ne seront pas toutes électriques ou hybrides... Et encore moins leurs camions – tout comme les nôtres, d'ailleurs.

Or, les réserves, quoique encore gigantesques, ne sont pas illimitées. Ainsi, le taux d'épuisement global des puits de pétrole en exploitation est-il actuellement de 5,4 % par année (4). D'autres puits seront évidemment mis en exploitation pour « boucher le trou ». Mais pendant combien de temps la demande – toujours croissante – pourra-t-elle être comblée ? L'Arabie saoudite pourrait devenir un importateur net de pétrole en 2037 (5). L'Algérie a ouvert grand les bras aux majors (6), sans doute dans l'espoir de maintenir sa production et sa rente (7). Et sa stabilité sociale...

Quel scénario du GIEC (8) sera donc réalisé ? Peut-être pas le pire, mais celui que ses experts n'ont pas su penser ou oser élaborer... faute de prendre en compte ou de sous-estimer l'importance de quelque boucle de rétroaction positive qui emballerait le réchauffement climatique par-delà les 4 ou 5 degrés. Ou faute de considérer, par exemple, le modèle World3 (9) (de Donella Meadows, Dennis Meadows et Jørgen Randers), ce modèle dans lequel d'autres paramètres que l'énergie et le climat sont mis en jeu, et qui annonce un effondrement économique global survenant aux environs de 2025, suivi, en 2030, d'un lent déclin démographique. En ce cas, le seuil critique des +2 degrés demeurerait-il non dépassé ?

Quoique le GIEC nous supplie de laisser les 2/3 des réserves d'hydrocarbures sous terre, il me semble fort peu probable que son souhait sera exaucé, à tout le moins volontairement. J'espère avoir tort, mais demeure réaliste. Et prudent en regard de si nombreuses incertitudes.

***Note :** Les véhicules électriques ou hybrides ont un impact dans la lutte aux émissions de GES lorsque l'électricité est produite sans émissions de GES. Or, 75% de l'électricité chinoise est produite à partir du charbon.

Références :

- (1) Cet article présente succinctement nombre d'impacts : [«Changement climatique : les conséquences»](#), notre-planète.info, 4 avril 2014
- (2) [«Les marchés financiers spéculent sur les catastrophes que provoquera le changement climatique»](#), Philippe Desfilhes, Reporterre, 27 juin 2014
- (3) [«Climate Change to Hit Credit Sovereign Creditworthiness»](#), Alex Morales, Bloomberg, May 15, 2014
- (4) [«Pétrole : la production des pays de l'Opep va diminuer d'ici cinq ans»](#), Le Figaro.fr, 6 novembre 2014
- (5) [«L'Arabie saoudite dans la tourmente !»](#), Benoît Thévard, Avenir sans Pétrole, 30 septembre 2013
- (6) [«La politique énergétique algérienne est...»](#), Abdelmalek Touati, Maghreb Émergent, 12 novembre 2014
- (7) [«En Algérie, le déclin de la production...»](#), Olivier Anquier, Le Monde.fr, 25 février 2014
- (8) [Scénario RCP](#)
- (9) [Modèle World3](#)

[Mensonges suivis de bail-ins](#)



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 19 juillet 2015

Le bail-in des banques de Chypre du début de l'année 2013 peut paraître insignifiant aux yeux de nombreux investisseurs américains.

Après tout, une majorité des Américains ne pourraient pas localiser Chypre sur un globe terrestre. Et comme les médias continuent de dire que les événements de Chypre ont été un cas isolé qui a eu pour objectif de soutenir les banques tout en pénalisant ceux qui ont tenté d'échapper à l'impôt, 99% des gens ne réfléchiront pas à deux fois à la situation.

Mais ce qui s'est produit à Chypre est bien différent. La raison pour laquelle la vérité n'a pas fait la une est que l'on tente de nous cacher certaines choses :

- 1) Les politiciens européens sont corrompus et incompétents.
- 2) Ceux qui cherchent à estimer le risque lié aux institutions financières ne savent pas de quoi ils parlent.
- 3) Les citoyens seront lésés alors que les personnes qui appartiennent de près ou de loin à la sphère politique pourront contourner la loi.

Penchons-nous sur ces points un par un.

Tout d'abord, le bail-in des banques de Chypre n'a pas été un événement soudain. Le pays a d'abord demandé un plan de refinancement en juin 2012. Voici comment se sont déroulés les événements :

- 25 juin 2012 : Chypre fait une demande formelle de refinancement à

l'Union européenne.

- 24 novembre 2012 : Chypre annonce avoir trouvé un accord avec l'Union européenne, et le démarrage du processus de refinancement dès l'examen des banques chypriotes par les fonctionnaires de l'Union européenne (le capital nécessaire était alors estimé à 17,5 milliards d'euros).

Entre la fin juin 2012 et le mois de novembre 2012, les problèmes de Chypre ont été évalués. Sur la période, personne, au sein de la sphère politique et de pouvoir, n'a suggéré que les citoyens de Chypre et d'ailleurs qui disposaient de comptes ouverts auprès de banques chypriotes verraient un jour leurs dépôts leur être volés.

Un certain nombre de bureaucrates ont même assuré au public que la situation était sous contrôle, et que les risques présentés par les banques chypriotes seraient évalués avec la plus grande attention.

Après quoi, en une semaine, un jour férié a été déclaré, les comptes bancaires gelés, et les dépôts volés.

Voici comment les événements se sont succédé :

- 16 mars 2013 : Chypre rend publics les termes de son plan de bail-in : un prélèvement de 6,75% sur les comptes de moins de 100.000 euros, et de 9,9% pour les comptes de plus de 100.000 euros. Un jour férié bancaire est annoncé.
- 17 mars 2013 : La session d'urgence ouverte par le Parlement pour le vote du plan de refinancement est suspendue.
- 18 mars 2013 : La période fériée est étendue jusqu'au 21 mars.
- 19 mars 2013 : Le Parlement chypriote rejette le projet de bail-in.
- 20 mars 2013 : La période fériée est étendue jusqu'au 26 mars.
- 24 mars 2013 : Les retraits auprès des plus grosses banques du pays sont limités à 100 euros.
- 25 mars 2013 : Les accords de refinancement sont signés. Les déposants qui disposent de plus de 100.000 perdent 40% de leur argent déposé auprès de la Banque de Chypre, et 60% de leur argent déposé auprès de Laiki.

Le point à souligner ici est qu'alors que le public pensait que tout irait bien, on a conseillé aux membres de la sphère politique de sortir leur argent des banques.

Cent-trente-deux sociétés ont eu vent du prélèvement fiscal imminent, et ont retiré l'équivalent de près de 916 millions de dollars dans l'anticipation du bail-in.

Ces sociétés ont retiré leur argent des banques au cours des deux semaines (du premier au 15 mars) qui ont précédé le plan de refinancement qui a forcé les déposants les plus riches des banques de Chypre à enregistrer de lourdes pertes, comme l'a expliqué le journal grec Proto Thema.

Juste après ce retrait de masse, les ministres de l'Union européenne et le FMI ont accordé un plan de sauvetage de 10 milliards d'euros à Chypre, qui concernait également un prélèvement fiscal sur les comptes ouverts auprès de banques chypriotes.

Les banques de Chypre ont temporairement gelé les montants nécessaires sur les dépôts de leurs clients, et ont suspendu toutes les transactions pendant que le gouvernement négociait les termes de l'accord.

Les sociétés qui ont retiré leur argent, sous forme d'euros, de dollars, de livres sterling et de roubles, l'ont plus tard transféré vers des banques étrangères. Le montant total retiré s'élève à près de 916 millions de dollars.

<http://rt.com/news/cyprus-companies-withdraw-money-218/>

Près d'un milliard de dollars a échappé au programme de confiscation. Les gens ordinaires ont souffert, alors que les individus qui jouissent de contacts politiques n'ont pas été affectés.

Ce qui est véritablement épatant, c'est que la banque chypriote qui s'est effondrée a été nommée meilleure banque privée de l'année par le magazine Euromoney. La « meilleure banque privée » a fini complètement insolvable, et 47% des dépôts supérieurs à 100.000 euros ont été convertis en actions bancaires.

La Banque de Chypre est arrivée en tête parmi un groupe d'institutions bancaires chypriotes, grecques et internationales opérant à Chypre sur le secteur privé.

Cette nomination par Euromoney est plus importante encore dans l'environnement macroéconomique actuel, qui réaffirme la capacité de la banque à répondre aux besoins financiers de ses clients et souligne la loyauté de ses clients.

<http://www.bankofcyprus.com.cy/en-GB/Cyprus/News-Archive/Best-Bank-for-Private-Banking/>

L'élite politique et financière de Chypre et de l'Union européenne a maintenu que les dépôts bancaires n'avaient pas été volés, puisqu'ils ont été convertis en capital bancaire à hauteur d'un euro par part. Mais se trouver forcé d'échanger son argent pour des actions auprès d'une banque insolvable n'a de quoi réjouir personne.

Le marché, devenu conscient de l'insolvabilité des banques chypriotes, s'est débarrassé de ses parts. Les déposants dont les dépôts ont été convertis ont vu leur

épargne s'évaporer à mesure que la valeur des parts plongeait.

Et ce n'est pas comme s'ils avaient été autorisés de sortir leurs autres dépôts des banques :

L'année dernière, des milliers de personnes qui disposaient de comptes auprès de la Banque de Chypre, dont un certain nombre de Britanniques et de Russes, sont devenus, contre leur gré, des actionnaires de cette banque lorsque leurs dépôts ont été convertis en actions dans le cadre d'un plan de sauvetage d'urgence controversé de 10 milliards d'euros.

Les déposants ont vu 47,5% de leurs dépôts au-delà de 100.000 euros transformés en actions bancaires.

Plus d'un tiers de leur argent a ensuite été placé sur des comptes bloqués pour six, neuf et douze mois. Les actions bancaires chypriotes ont été suspendues sur les marchés d'Athènes et de Nicosia au début de l'année 2013.

Ben Rosenberger et Michele Del Bo, qui se sont occupés de la vente de Lehman Brothers et de la dette des banques islandaises, ont expliqué que les plus gros vendeurs ont jusqu'à présent été des clients internationaux cherchant à extraire leur capital de l'île au travers de la vente de leurs dépôts et actions à des fonds débiteurs.

<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/89351ec8-f223-11e3-9015-00144feabdc0.html#axzz38Iy371O0>

Ce qui était autrefois l'épargne est aujourd'hui sujet aux aléas du marché, et peut être activement dilué par les prélèvements de capital.

Mais penchons-nous une nouvelle fois sur la liste par laquelle j'ai commencé cet article :

- 1) Les politiciens européens sont corrompus et incompétents.
- 2) Ceux qui cherchent à estimer le risque lié aux institutions financières ne savent pas de quoi ils parlent.
- 3) Les citoyens seront lésés alors que les personnes qui appartiennent de près ou de loin à la sphère politique pourront contourner la loi.

Chypre a de l'importance, parce que bien que les pays puissent être différents en termes de composants culturels, le système monétaire en place est le même partout dans le monde. Ce qui s'est passé à Chypre pourrait se produire ailleurs.

Nous pouvons le voir aujourd'hui en Grèce.

Le gouvernement grec actuel a été élu en janvier dernier. Depuis lors, le pays n'a

cessé de négocier la question de la dette. Tout le monde sait que la Grèce n'a plus un sou, mais les discussions continuent de s'éterniser.

En un weekend, un jour férié bancaire a été déclaré. Et aujourd'hui, l'idée d'un prélèvement de 30% sur les dépôts est avancée. Une fois de plus, ce seront les citoyens ordinaires qui en souffriront.

Ce processus sera utilisé encore et encore, partout dans le monde. Le FDIC a proposé un programme de bail-in identique dans l'éventualité de l'effondrement d'une institution financière importante aux Etats-Unis.

Risque de contagion: la dette de l'Italie est à des niveaux records

BusinessBourse Le 20 juil 2015

En mai, la dette publique de l'Italie a atteint un nouveau niveau record à environ 2 218 milliards d'euros. La situation en Italie est dramatique. Le Sud est menacé d'un risque de contamination en raison de la crise grecque. [...]. Les banques survivent uniquement grâce au flot d'argent de Mario Draghi.

En Espagne, toutes les données économiques sont bien pires qu'annoncées officiellement.

Les deux pays se sont regardés avec nervosité pendant les négociations avec les créanciers sur la Grèce.

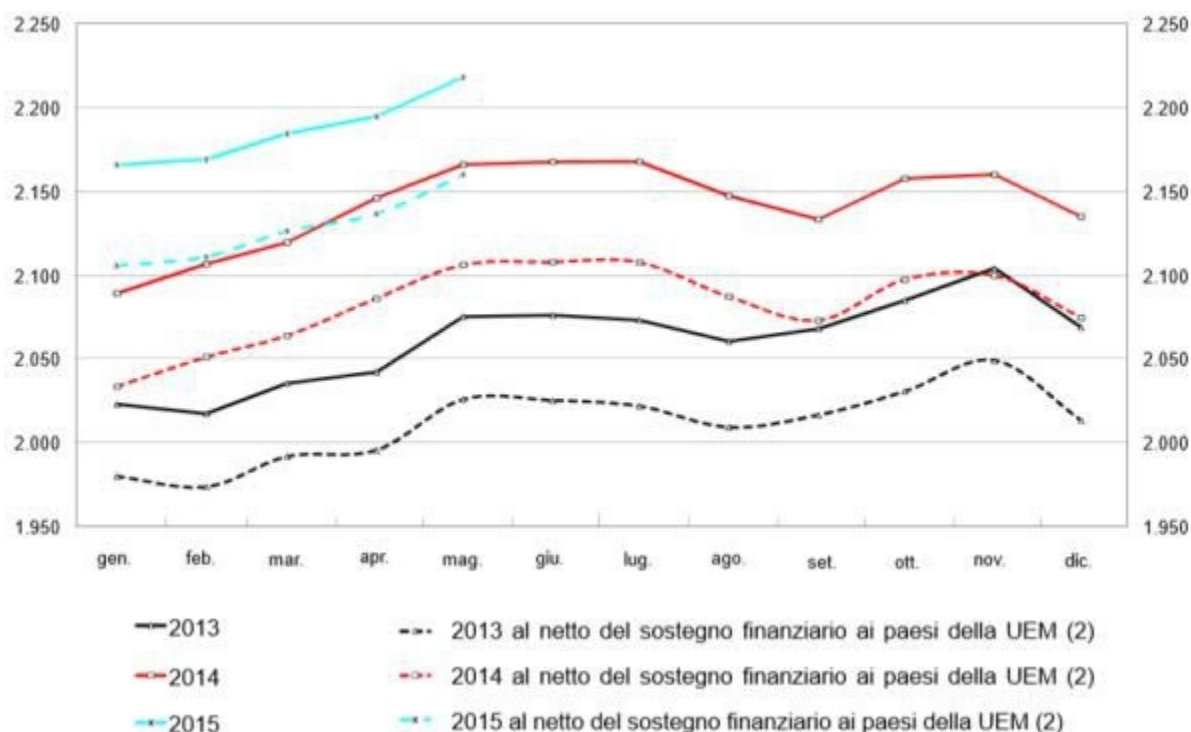
Au cours des dernières semaines, c'était clair: Les pays périphériques sont encore des candidats chancelants vulnérables à une faillite désordonnée et au retrait de la Grèce de la zone euro.

Les plans de refinancement de la périphérie européenne sont toujours étroitement encadrés.

Un éventuel effondrement du marché primaire dans la zone euro aurait des conséquences incalculables.

Dans ce contexte, il est compréhensible que les pays du sud de l'UE ont poussé pour un accord sur le litige de la dette Grecque.”

L'évolution mensuelle de la dette publique de l'Italie 2013-2015 – Tous les chiffres sont en milliards d'euros. (Source: Banca d'Italia)



Source: deutsche-wirtschafts-nachrichten.de

[Dette et crises économiques : de la Grèce à l'Espagne](#)

20 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Il fait frais, ici à Toronto. Un changement bienvenu après Athènes, Madrid et Paris.

Nous sommes assis au bar du Hazelton Hotel. Nous avons toujours pensé que les Canadiens étaient un peu plus réservés et conservateurs (socialement, pas forcément politiquement) que leurs voisins au sud. Eh bien, pas dans cet hôtel ! Il ressemble plus à Dallas qu'à ce dont nous nous rappelons de nos étés en Nouvelle Ecosse. Des gens habillés à la dernière mode tape à l'oeil... de la musique trop forte... une déco "trendy"... des femmes considérablement refaites de la tête aux pieds...

Ces derniers jours, nous avons fait un petit tour des pays producteurs de vin en Europe, tentant vaguement de trouver un sens à ce que nous voyions.

Nous avons observé le front grec avec un pichet de vin rouge sur une nappe en papier bleu. Le vin grec nous est aussi obscur que la finance grecque. Tous deux ont de quoi donner le vertige. Le vin servi dans les bistros d'Athènes est abondant et bon marché.

A Madrid, notre hôte a insisté pour servir un Rioja classique... Un cru riche et complexe. Madrid est une ville plus propre, plus moderne et plus sophistiquée

qu'Athènes. Le vin est, lui aussi, plus avancé et plus fiable.

Après le Rioja et des mois passés à boire du Malbec en Argentine, les vins français semblaient manquer de caractère Et en France, un Bordeaux... un St Emilion ou un St Estèphe est généralement posé sur notre nappe à carreaux rouges. Après le Rioja et des mois passés à boire du Malbec en Argentine, les vins français semblaient manquer de caractère. Ils sont comme les Français eux-mêmes — subtils et malins.

▪ Observations du sud de l'Europe

En Grèce, nous étions venus pour un krach du système financier. Il n'a pas eu lieu. L'effondrement programmé ne s'est pas produit au moment prévu ; la poussière a encore une fois été balayée sous le tapis.

Même après deux semaines de fermeture des banques... et l'attente générale d'un séisme financier... nous n'avons vu aucun signe de panique. Les Grecs s'étaient préparés. Bloomberg nous dit comment :

"Mon fils est pêcheur. Aujourd'hui, j'ai amené deux kilos de ses poissons au boucher. Il m'a donné deux kilos de viande en retour", [explique un restaurateur]. "Nous ne mettons pas notre argent à la banque. Tout l'argent que nous gagnons est dépensé en matériel, en nourriture et en boissons".

Parallèlement, nos sources à Madrid nous ont donné quelques détails...

"Il y a un vaste mouvement pour jeter le bébé avec l'eau du bain. Il existe un tout nouveau parti politique appelé Podemos. Il est apparu de nulle part. Il est organisé à partir des réseaux sociaux. Je n'ai jamais rien vu de tel. Je ne sais pas ce que veulent ces gens... mais je ne pense pas qu'ils seront aussi prévisible et flexibles que les partis traditionnels".

Nous sommes d'avis que Podemos veut se débarrasser des dettes de l'Espagne.

La plupart des gens deviendront des zombies — si on les laisse faire La plupart des gens deviendront des zombies — si on les laisse faire. Tout le monde veut la richesse, le pouvoir et le statut... et tout ça de la manière la plus simple possible. Il est donc parfaitement logique de voir les gens soutenir un parti politique si ce dernier promet de leur donner plus que ce qu'ils pourraient obtenir seuls. Ou, pour dire les choses différemment, dans une démocratie moderne, les politiciens doivent promettre de donner plus que ce qu'ils peuvent prendre en impôts. Si un parti ne donne que ce qu'il récolte en recettes fiscales, les zombies n'engrangent pas un gain net. Et lorsque les

politiciens promettent d'accumuler un surplus (!) afin de rembourser les dettes nées de dépenses passées, les mathématiques zombies ne fonctionnent plus. Les électeurs doivent payer plus en taxes que ce qu'ils reçoivent en redistributions.

C'est à ce moment-là que la logique de la démocratie populaire moderne se brise. Et quand ça arrive... attention !

[Ce qu'une course de taureaux nous apprend sur la Fed et les marchés boursiers](#)

20 juil 2015 | [La Rédaction](#) | Peter Coyne [La Chronique Agora](#)

▪ "C'est une tradition religieuse", nous expliquait notre collègue Sonja Lopez la semaine dernière. Elle rentrait de Pampelune, en Espagne, où elle avait couru avec les taureaux. "L'idée est que si on croit en Dieu, on est protégé. Si on ne croit pas... on finit encorné".

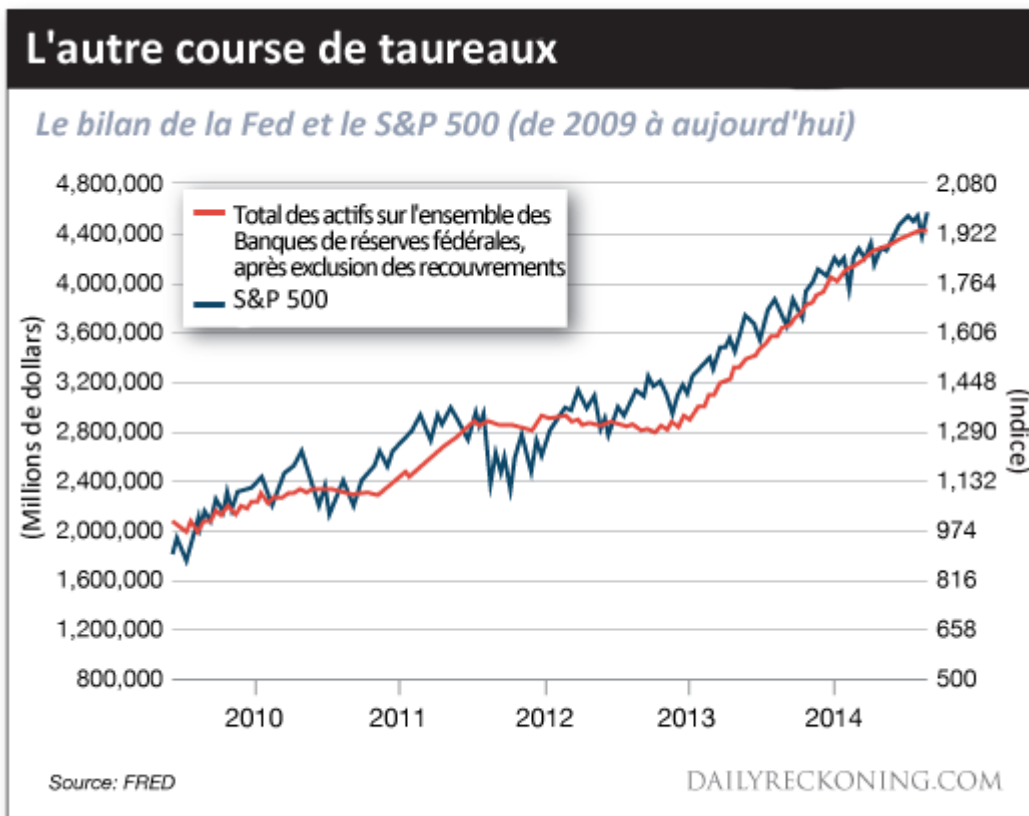
"Il y a une stratégie à cela", continua Sonja. "Il faut savoir quand entrer et quand sortir".

"Ce n'est pas un jeu, les Espagnols vous le diront. Il faut vraiment savoir ce qu'on fait. Ce sont les gens qui courent autour dont il faut avoir peur — plus que des animaux eux-mêmes. Cette année, il paraît qu'ils avaient les taureaux les plus grands et les plus rapides de l'histoire".

"Certains Américains ont fini encornés".

A près de 6 500 km à l'ouest de l'Espagne, au même moment, Janet Yellen entamait sa course de deux jours sur la colline du Capitole (le rapport autrefois dit de Humphrey-Hawkins).

Une vieille croyance parmi les traders veut que si vous avez foi en la présidence, vous serez épargné Tout comme à Pampelune, une vieille croyance parmi les traders veut que si vous avez foi en la présidence, vous serez épargné. Doutez d'elle et vous finirez encorné, pour ainsi dire.



▪ Que dit Janet ?

Yellen a débité son histoire *ex cathedra* au Congrès US pour les véritables croyants qui l'écouteraient. Nous l'avons fait uniquement pour vous éviter la corvée :

"Si l'économie évolue comme prévu, la situation économique devrait justifier à un moment dans l'année d'augmenter les taux fédéraux et de commencer à normaliser la politique monétaire..."

"Si nous attendons plus longtemps, cela signifiera certainement que, quand nous déciderons d'augmenter les taux, nous devons le faire plus rapidement. L'avantage de commencer plus tôt est d'avoir des hausses de taux plus progressives".

Outre le fait qu'elle a confirmé une hausse des taux, nous voyons que les hypothèques, les cartes de crédit et les crédits auto étaient tous plus intéressants à contractualiser pour les consommateurs en juin. Les prix à la production US, un indicateur majeur de l'inflation des prix à la consommation, sont également en hausse. La semaine dernière, les demandes d'allocations chômage ont diminué tandis que la confiance des promoteurs — quelle que soit la façon dont elle est mesurée et interprétée — se serait affermie. Tous les signaux qui pourraient bien

amener Yellen à augmenter les taux.

Rien n'est acquis, cependant : *caveat emptor*...

"La Fed avance à l'aveugle avec des outils de prévision défailants et des données rétrogrades", écrivait le 28 avril dernier notre collègue Jim Rickards. D'où deux résultats possibles...

"Premier scénario : la Fed voit la faiblesse des signaux économiques avant de d'augmenter les taux. Dans ce cas, elle ne les remontera pas en 2015 et pourrait même revenir à l'assouplissement quantitatif début 2016. Les marchés boursiers pourraient maintenir leur élan, voire même atteindre des niveaux légèrement plus élevés tandis que l'assouplissement continu compenserait l'effet de ralentissement de la déflation et de la faible croissance.

Second scénario : la Fed surestime la croissance en se basant sur ses modèles défailants et se repose sur les données de l'emploi tout en ne tenant pas compte des autres signes de danger. Dans ce cas, elle pourrait augmenter les taux d'intérêt en septembre ou décembre de cette année.

Les marchés boursiers du monde entier pourraient s'effondrer à mesure que la liquidité diminue

Les marchés boursiers du monde entier pourraient s'effondrer à mesure que la liquidité diminue. Les

marchés émergents sont ceux qui souffriront le plus à cause d'un dollar américain plus fort combiné à une raréfaction mondiale du dollar. Mais les marchés américains ne seraient pas à l'abri de ce resserrement erroné et prématuré."

Jim conseille d'utiliser une stratégie équilibrée comprenant de l'or, du *cash*, des obligations, des actions sélectionnées, des objets d'art, des terrains et quelques alternatives comme de grands *hedge funds* de niveau mondial et des fonds capital risque.

Il est préférable d'appliquer ce conseil au plus tôt. Par définition, plus un marché haussier a duré, moins il lui reste de temps. Le marché actuel dure depuis 76 mois ; c'est le troisième plus long de tous les temps. Si vous ne le faites pas, réduisez au moins vos liquidités... mais soyez conscient que si vous finissez encorné par le taureau, vous n'aurez que ce que vous aurez mérité.

Cours du baril : un problème d'offre ou de demande ?

Par Aymeric de Villaret. Publié le 18 juillet 2015 dans [Énergie](#) [Contrepoints](#)

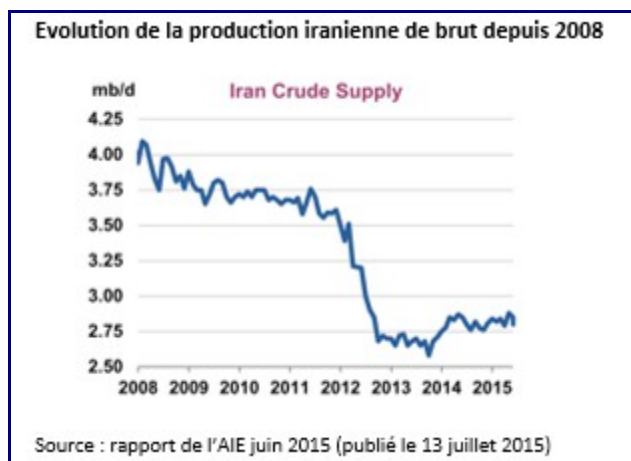
L'accord avec l'Iran va-t-il faire varier le prix du baril ?

Par Aymeric de Villaret.

Alors que depuis février 2015, la demande était revue régulièrement à la hausse et que les prix remontaient, l'Agence Internationale pour l'Énergie a maintenu en juillet ses estimations de croissance pour 2015 mais anticipe pour 2016, un peu moins de croissance. En revanche, par rapport aux estimations de février 2015, la demande mondiale 2016 est augmentée de 0,7 Mb/j ; soit quasiment toute la production supplémentaire iranienne supplémentaire attendue en année pleine, une fois toutes les sanctions, liées à l'embargo, levées. Que d'évènements en cette première quinzaine de juillet susceptibles d'influencer les cours du baril de pétrole et que d'éléments contradictoires :

Accord iranien le 14 juillet

Pas de surprise (du moins pour les marchés pétroliers) avec l'accord sur le nucléaire iranien obtenu le 14 juillet, même si la date initiale était prévue fin juin. Cet accord doit être encore ratifié par le congrès américain. Il n'empêche qu'il ouvre des perspectives de levée de l'embargo sur les investissements étrangers en Iran – voir notre [Lettre de juillet-août 2015 sur le sujet](#) permettant d'espérer une certaine reprise de croissance pour un secteur pétrolier en difficulté. Cela prendra du temps (dans un premier stade, la levée des sanctions ne devrait pas avoir lieu avant décembre 2015) et comme nous le disions dans notre lettre, l'impact physique sur la production de pétrole (de l'ordre de 1 Mb/j à l'horizon fin 2016 – mi 2017) sera limité et prendra du temps.

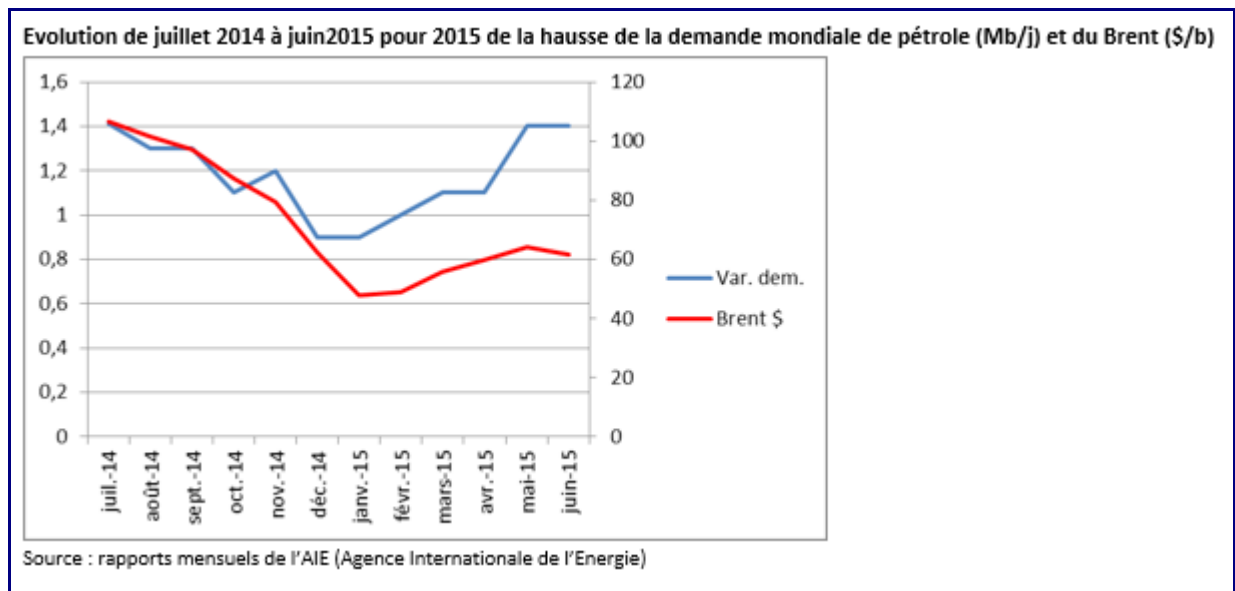


Quant au gaz, le marché du GNL (Gaz Naturel Liquéfié) est déjà déprimé et le fait que les cours du Brent se soient effondrés, rend le gaz en Asie moins intéressant.

Révision de la demande de pétrole mondiale en 2016 de 0,7 Mb/j par rapport aux estimations de février 2015

Pas de révisions de la hausse de la demande en 2015 dans le rapport de l'AIE daté du 13 juillet 2015.

Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, la corrélation à la baisse entre les révisions de la demande et l'évolution du prix du baril est très forte. À la hausse, il semble y avoir un peu de retard, et la légère baisse en moyenne sur le mois en juin, creuse quelque peu ce retard.

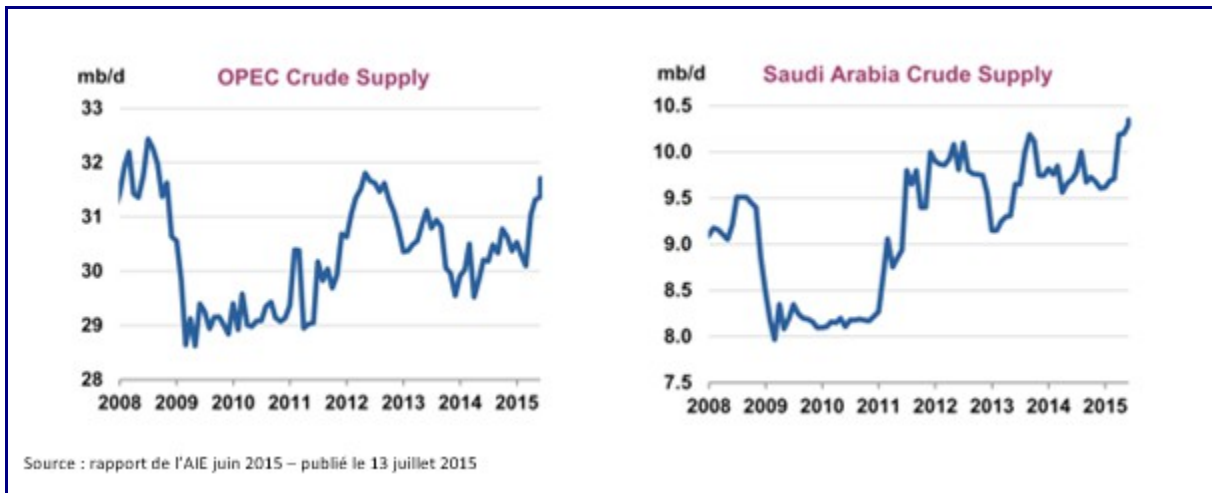


Par rapport au dernier « Medium-Term Market Outlook Report », forte révision à la hausse de la demande mondiale de pétrole 2016

L'AIE (Agence Internationale pour l'Énergie) a profité de son rapport mensuel de juin (publication le 13 juillet) pour actualiser ses prévisions de hausse de la demande de pétrole au niveau mondial pour 2016. Ses dernières prévisions dataient de février lors de la publication de son « Medium-Term Market Outlook Report ». À cette date, la demande mondiale de pétrole qui était de 92,4 Mb/j en 2014 était estimée à 93,3 Mb/j pour 2015 et 94,5 Mb/j pour 2016. En juillet 2015, pour une demande de 92,6 Mb/j en 2014, 2015 est estimé à 94,0 Mb/j et 2016 à 95,2 Mb/j. Ainsi, la croissance de la demande 2016 par rapport à 2015, est prévue toujours à 1,2 Mb/j, mais en partant d'un niveau plus élevé ! De facto, par rapport à février 2015, c'est de 0,7 Mb/j qu'est relevée la demande de pétrole mondiale 2016.

Production OPEP –notamment Arabie Saoudite – de plus en plus élevée

Depuis la guerre des prix initiée par l'Arabie Saoudite à l'automne dernier, l'OPEP ne réduit pas sa production et les chiffres de juin confirment cette tendance :



Ainsi l'Arabie Saoudite en juin 2015 a produit 10,35 Mb/j, un niveau que le royaume n'avait pas atteint depuis plus de 7 ans :

OPEC Crude Production
(million barrels per day)

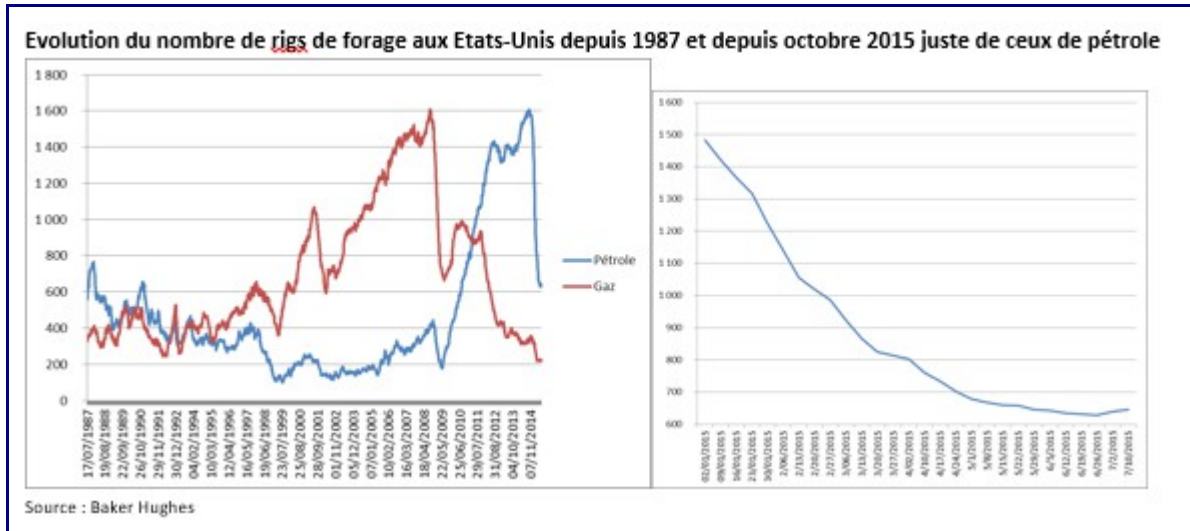
	Apr 2015 Supply	May 2015 Supply	Jun 2015 Supply	Sustainable Production Capacity ¹	Spare Capacity vs Jun 2015 Supply	1H15 Average Crude Supply
Algeria	1.11	1.11	1.11	1.14	0.03	1.11
Angola	1.73	1.77	1.79	1.80	0.01	1.77
Ecuador	0.55	0.55	0.54	0.57	0.03	0.55
Iran	2.88	2.85	2.80	3.60	0.80	2.83
Iraq ⁴	3.75	3.85	4.12	4.00	-	3.70
Kuwait ²	2.80	2.76	2.74	2.82	0.08	2.78
Libya	0.52	0.45	0.42	0.50	0.08	0.42
Nigeria	1.80	1.76	1.84	1.92	0.08	1.81
Qatar	0.67	0.66	0.66	0.70	0.04	0.67
Saudi Arabia ²	10.20	10.30	10.35	12.34	1.99	10.07
UAE	2.87	2.87	2.90	2.94	0.04	2.86
Venezuela ³	2.44	2.44	2.44	2.49	0.05	2.42
Total OPEC	31.32	31.37	31.71	34.82	3.23	30.97
<i>(excluding Iraq, Nigeria, Libya and Iran)</i>					2.27	

1 Capacity levels can be reached within 90 days and sustained for an extended period.
 2 Includes half of Neutral Zone production.
 3 Includes upgraded Orinoco extra-heavy oil assumed at 440 kb/d in June.
 4 Iraq production during June exceeded our assessment of sustainable capacity.

Source : rapport de l'AIE juin 2015 – publié le 13 juillet 2015

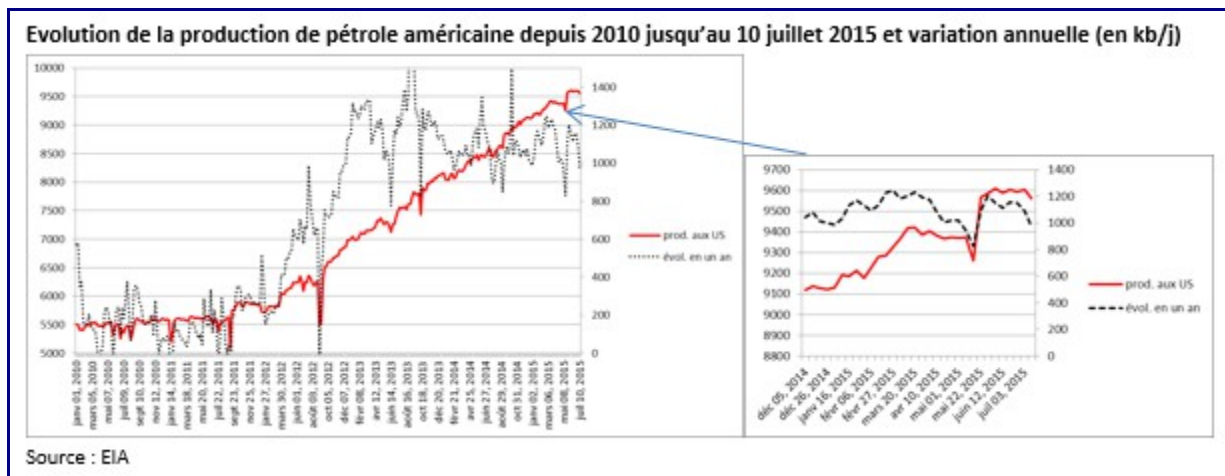
L'arrêt de la baisse des forages aux États-Unis ?

Et le changement de tendance dans l'évolution des rigs de forage de pétrole américains est à souligner, avec une baisse arrêtée mi-juin et une stabilité depuis (+6 rigs du 19 juin au 10 juillet) :



Cet arrêt peut bien sûr donner un signal baissier aux cours du baril dans la mesure où il indique que les producteurs de pétrole américains « relancent la machine... » suite à la combinaison d'un rebond du pétrole et de coûts de production plus bas. Mais après une telle chute du nombre de rigs, il faut, nous pensons, raison garder car il s'agit en l'état actuel des choses, seulement d'une stabilité.

La production américaine résiste...



Quant à la production américaine de pétrole, force est de constater qu'elle continue de croître, même si la croissance par rapport à 2014 est retombée à 1 Mb/j. Ainsi la résistance à la chute du baril est certaine avec certes une baisse dans la croissance moyenne annuelle mais une croissance restant non négligeable.

... mais celle de l'huile de schiste faiblit

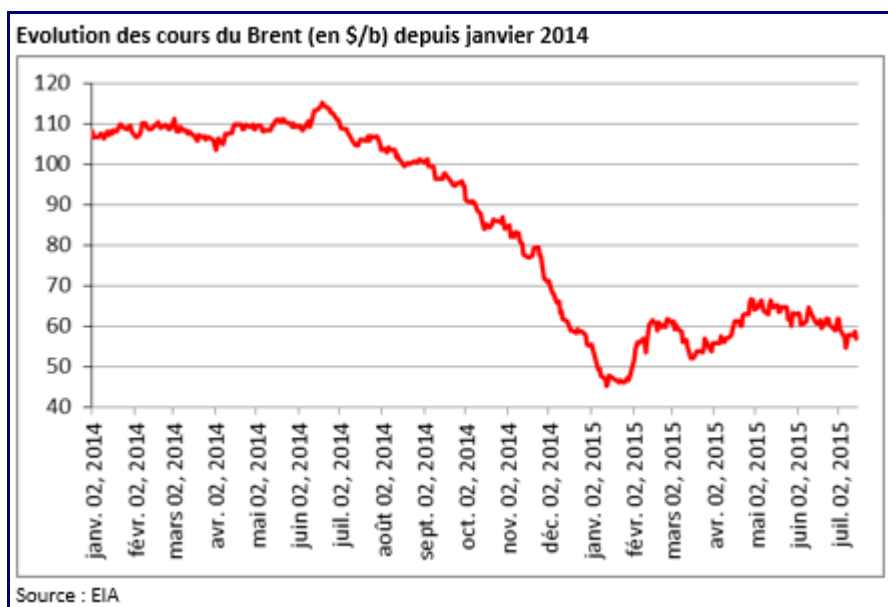
Il n'en demeure pas moins vrai qu'en ce qui concerne purement l'huile de schiste, cœur de la bataille engagée par l'Arabie Saoudite, celle-ci est touchée avec une production en déclin :

Oil production thousand barrels/day			
Region	July 2015	August 2015	change
Bakken	1,204	1,182	(22)
Eagle Ford	1,593	1,538	(55)
Haynesville	59	59	-
Marcellus	71	72	1
Niobrara	415	395	(20)
Permian	2,041	2,046	5
Utica	65	65	-
Total	5,448	5,357	(91)

Source : EIA

Conclusion

Comme on vient de le voir avec les éléments développés dans cette étude, de nombreuses tendances pour l'évolution des cours du baril s'affrontent actuellement, tant du côté de l'offre que du côté de la demande. C'est d'ailleurs selon nous, l'explication majeure d'une relative stabilité dans la zone des 60\$/baril du Brent :



Du côté de l'offre avec :

- 1) Une forte hausse de la production OPEP

- 2) Une stabilité du nombre de rigs de forage américains avec une production qui globalement a repris sa croissance mais dont celle d'huile de schiste ralentit
- 3) Une levée à venir de l'embargo iranien et une production supplémentaire à venir de l'ordre de 1 Mb/j au plus tôt fin 2016...

Du côté de la demande avec :

- 1) Une croissance de 1,2 Mb/j confirmée pour 2015 au niveau mondial
- 2) Une forte révision sur 2016

Ainsi, on voit bien que si la guerre des prix de l'automne dernier a commencé à porter ses fruits au printemps 2015 avec le rebond du baril, il faudra attendre maintenant confirmation de la reprise de la demande mondiale au second semestre, pour permettre une nouvelle hausse : les marchés étant un peu dans l'expectative face au potentiel iranien, même si nous pensons qu'il sera absorbé par les marches.

LE RIFIFI SE POURSUIT

François Leclerc 18 juillet 2015

Les divisions se poursuivent au sein du camp des créanciers et atteignent le gouvernement allemand. Fort de sa popularité, Wolfgang Schäuble vient de se lancer dans un chantage à la démission vis à vis d'Angela Merkel. Avec comme enjeu les positions dures qu'il défend dans le cadre de la reprise avec le gouvernement grec des négociations du troisième programme financier.

Les désaccords s'additionnent après l'intervention de Mario Draghi en faveur d'un allègement de la dette grecque qui a suivi celle du FMI. Un rapport de l'Institut International de la finance (IIF) a suivi, selon lequel « Le programme devrait accorder beaucoup plus d'attention à des mesures de soutien de la croissance et pas seulement chercher à atteindre un excédent primaire à n'importe quel prix ». Le principal lobby des mégabanes mondiales est placé pour en parler, ayant eu la haute main sur la restructuration de la dette grecque de 2012.

Christine Lagarde a expliqué hier que l'accord trouvé lors du sommet de dimanche dernier est « le début d'une aventure », et annoncé que « il va falloir descendre dans les chiffres (...) ça ne va pas être un chemin de roses ». Les créanciers sont placés devant un délicat problème : comment rendre crédible un programme dont le cadre général est reconnu ne pas l'être, taillé dans le feu de l'action pour éviter à tout prix la sortie de la Grèce de l'euro ? Pour ceux qui sont convaincus que le bébé est condamné, la tentation est par contre forte d'exiger l'impossible pour en finir. Optimiste, la directrice générale du FMI a néanmoins estimé que quatre semaines seront nécessaires pour adopter le nouveau plan.

La tragédie n'est pour une fois pas en trois actes.

COMMENT VONT-ILS RETOMBER SUR LEURS PIEDS ?

François Leclerc 19 juillet 2015

Les couteaux s'aiguisent afin de préparer la négociation du 3ème *plan de sauvetage*. Wolfgang Schäuble a pris les devants dans un entretien à Der Spiegel en menaçant de démissionner si sa ligne dure n'était pas suivie par la chancelière. Dans une interview au journal grec To Vima proche du gouvernement, Michel Sapin coupe court à toute velléité de renégocier l'accord-cadre du sommet européen, qui « doit être respecté dans toutes ses composantes par toutes les parties ». Faut-il croire, pour qu'il évoque le contraire, que la tentation en existe, en s'appuyant sur le profond scepticisme ambiant ? Il en profite pour déclarer avoir réagi « très vivement » à la proposition appuyée de Wolfgang Schäuble de sortie temporaire de l'euro de la Grèce, car « soit on sort de l'euro, soit on y reste. S'il y a une possibilité de sortie temporaire, toute l'union [monétaire] est remise en question ».

Christine Lagarde a qualifié l'accord intervenu lors du sommet de « début d'une aventure » qui va consister à « descendre dans les chiffres », avec comme commentaire que « ça ne va pas être un chemin de roses ». Comme l'Institut International de la Finance, le lobby des mégabanes, l'a souligné en se plaçant dans les traces du FMI, moins les objectifs d'excédent budgétaires sont élevés, plus un allègement de la dette est nécessaire. S'étant brûlé les doigts avec des prévisions très optimistes, le Fonds ne veut pas recommencer. A contrario, c'est parce qu'ils ne voulaient pas envisager un allègement de la dette que les créanciers européens ont sous la pression du gouvernement allemand durci leurs exigences afin de justifier des excédents budgétaires élevés.

La négociation du 3ème plan va donner lieu à une bataille de chiffres pour tenter en pure perte de concilier les impératifs politiques qui ont prévalu et la réalité économique qui les déments...

Euro : l'édifiant constat de l'ancien Président de la FED

Posté le 19 juillet 2015 par Bruno Colmant

Ben Bernanke, l'ancien président de la Federal Reserve (c'est-à-dire la FED, qui est la Banque Centrale américaine) a commis une récente tribune au sujet de l'euro.

Son constat est accablant : la zone euro souffre d'une croissance anémique, mais surtout mal partagée entre un Nord européen qui bénéficie d'une monnaie trop faible et d'un Sud européen qui est accablée par une monnaie trop forte.

Selon Ben Bernanke, le gagnant de l'euro est l'Allemagne qui tire profit d'un avantage monétaire à l'exportation, tant au sein qu'à l'extérieur de la zone euro, alors qu'un Deutsche Mark aurait subi une forte appréciation qui aurait tempéré cet avantage concurrentiel.

L'euro pose donc un problème insoluble, conduisant certains pays du Nord européen à accumuler des surplus commerciaux (c'est-à-dire un excédent d'exportations sur les importations) liés, entre autre, au fait que la monnaie est trop faible pour eux, tandis que des pays du Sud, peu exportateurs, accumulent un déficit commercial structurel.

En bonne logique, il faudrait que les pays du Nord – et l'Allemagne au premier chef- tirent leur croissance d'un déploiement de leur consommation intérieure plutôt que de l'exportation, tandis que les pays du Sud en ont été réduit à subir une dévaluation interne, c'est-à-dire une augmentation de compétitivité par l'appauvrissement salarial, ce qui a entretenu une gigantesque récession assortie d'un chômage eschatologique.

Ben Bernanke suggère donc que le Pacte de Stabilité et de Croissance, qui exige un retour à l'équilibre budgétaire et un désendettement public structurel, soit assorti de modalités différenciées selon la situation du commerce extérieur de chaque pays de la zone euro.

C'est une idée intelligente.

[De la Révolte Légitime](#)

Charles Gave, 20 juillet 2015

Comme les lecteurs le savent (ou ne le savent pas) mon vrai métier n'est pas d'écrire des livres ou d'essayer de faire vivre notre Institut des Libertés mais d'abord de conseiller des gérants d'actifs «institutionnel» sur la façon dont ils devraient gérer l'argent de leurs clients. La société dont je suis le Président (*Non-Operating Chairman*), GaveKal, opère à partir de Hong-Kong depuis 2002 et a environ 860 clients institutionnels dans 65 pays. Nous sommes lus chaque jour par plus de 12.000 « gérants » répartis un peu partout dans le monde.

L'ennui avec les clients est que certains d'entre eux nous font vraiment confiance et nous disent : «*A la place de nous expliquer quoi faire avec l'argent de nos clients à nous, faites le vous-même* », ce qui est parfaitement désagréable puisque

nous devenons responsables des idées que nous émettons.

Nous avons donc du créer une filiale de gestion à Hong-Kong et créer des fonds qui investissent dans les marchés sous le nom de Gavekal Capital et nous gérons donc plusieurs fonds. Pour les Européens, ces fonds sont déposés à Dublin à la SOCGEN locale et disposent du passeport Européen tout en étant accrédités auprès de l'AMF en France. Je ne cherche pas à vendre quoi que ce soit à qui que ce soit, mais pour ceux que cela intéresse, ils peuvent aller sur le site de GaveKal Capital pour voir les détails de notre offre.

Pourquoi est ce que je vous raconte tout ça ?

Parce que nous venons d'avoir le conseil de Gavekal capital à Dublin et que j'y ai appris des choses stupéfiantes dont je dois vous parler toutes affaires cessantes.

La plupart des lecteurs ne sont sans doute pas au courant de la réglementation dite "fatcat" votée par le Sénat aux USA en Mars 2010. Pour faire bref, elle stipule que tout fond, tout gérant où qu'il soit domicilié dans le monde, s'il a un ou plusieurs clients Américains ou résident aux USA doit en faire la déclaration nominative au fisc Américain et cette obligation s'applique aussi bien au gérant qu'à la banque dépositaire. On voit bien qu'il s'agit là d'une tentative d'externalisation de la Loi Américaine à l'ensemble du monde et on a vu avec l'affaire de la BNP, que j'ai commentée en son temps, qu'il ne faisait pas bon résister à ce genre de tentative quand elle émane des USA.

Compte tenu des tracas administratifs que cela entraîne, la solution la plus simple pour des structures légères comme la nôtre a été bien sur de refuser les clients Américains et de virer ceux que nous aurions pu avoir (nous n'en avons pas).

Mais qu'ai-je appris lors de ce conseil et qui depuis me fait sauter partout ?

Que cinquante cinq pays (!) avaient signé en douce une convention fiscale qui stipule que tous les gérants de fonds et tous les dépositaires seront maintenant tenus de déclarer à chaque fisc national le nom (et les montants investis) de chacun de leurs ressortissants nationaux.

Première remarque.

Il y a un peu plus de 10 ans, les documents administratifs nécessaires à la tenue de chaque conseil (*Compliance* en Anglais) faisaient quatre – vingt pages. Nous en sommes aujourd'hui à trois cent cinquante pages et à chaque Conseil, le nombre de pages augmente d'au moins trente. Ce qui fait que le Conseil se passe à discuter pendant des heures de la nouvelle réglementation, à la place de se préoccuper de la marche de l'affaire. Et ces réglementations ont un coût énorme qui en fin de parcours est payé par les épargnants et diminue d'autant la rentabilité de leurs

placements. Voilà qui favorise une fois de plus les grands gérants et les grandes banques et interdit à un nouveau gérant de se lancer s'il ne dispose pas de capitaux énormes.

Voilà qui interdit toute création destructrice dans le monde de la gestion, ce qui n'est guère favorable à une allocation optimale de l'épargne.

Inutile de signaler que les dites grandes banques sont TRES favorables à tout ce mouvement qu'elles ont d'ailleurs en grande partie initié car cela revient à faire monter massivement ce que les économistes appellent « les barrières à l'entrée », c'est-à-dire dire que cela est très utile pour empêcher toute concurrence future en établissant des chasses gardées au profit des grands groupes. Cela revient aussi à empêcher les jeunes et compétents nouveaux gérants de se lancer, tant ils n'ont pas envie de passer le plus clair de leur temps à démêler des problèmes administratifs tout en supportant des coûts monstrueux qui vont foutre en l'air leurs performances. Ils vont quand même continuer à sortir des grandes institutions, puisqu'ils sont compétents, mais cette fois pour gérer leur argent personnel ou celui de quelques amis très riches (*family office*), et l'épargnant de base se retrouvera avec un choix de gérants terriblement appauvri.

Et tout cela bien sur, au nom de la lutte contre le terrorisme... J'en arriverais presque à penser que Ben Laden devait être actionnaire d'une grande banque bien de chez nous... Ironie à part, il y a pire, bien pire...

Deuxième remarque.

Chaque Etat à partir de maintenant va savoir ce que ses citoyens détiennent en dehors du pays, même s'ils vivent en dehors de leur pays. Prenez un citoyen Français vivant en Belgique ou en Angleterre, ayant son capital déposé dans une banque en Suisse et investissant de là dans les fonds Gavekal par exemple, tout cela fort légalement.

A partir de maintenant, nous allons être obligés (et la SOCGEN aussi) de déclarer au fisc Français les noms et les sommes afférentes à chaque client Français, qu'il réside ou non en France. **Voilà qui permettra au fisc Français de se faire des statistiques extrêmement précises sur la fortune des Français à l'extérieur de la France.** Nous devenons les agents dénonciateurs du fisc.

L'étape suivante sera bien entendu d'étendre l'impôt sur la fortune par exemple, ou l'impôt sur le revenu à tous les Français résidant à l'étranger, le fisc Belge ou le fisc Suisse ou Irlandais se faisant une joie de collecter ces impôts pour le fisc Français, à charge de revanche bien sur.

Il s'agit là de la plus grande avancée de Big Brother depuis des lustres, et tous les

fonctionnaires fiscaux et internationaux se lèchent déjà les babines à l'idée des livres de chair fraîche qu'ils vont pouvoir prélever sur les citoyens qui avaient mis une frontière entre eux et ces grands rapaces, dans l'espoir de se protéger.

Prenons le cas d'un homme ou d'une femme aisée et qui disposerait d'une solide fortune. Pour payer 1.5 % sur le capital, compte tenu des autres impôts existant en France il faut faire croître son capital d'environ 7 % par an, ce qui est impossible quand les taux sont à zéro. Notre homme ou notre femme sont donc partis vivre à l'étranger, le cœur brisé l'alternative étant de voir sa fortune disparaître en en peu plus de 12 ans.

Fureur de notre classe vampirique en voyant leurs victimes leur échapper.

Ils vont automatiquement tout faire pour aller rechercher cet argent qui ne leur appartient pas. Il s'agit donc purement et simplement d'une tentative de nationalisation du capital, en d'autres termes d'un vol, perpétré au profit de l'Etat et de ses obligés au détriment bien sûr de ceux qui ont épargné et travaillé. On sent bien que dans le corps politique Français, de Droite comme de Gauche, il n'y a aucune, mais aucune volonté de reformer notre Etat obèse et que donc leur seul recours pour trouver de l'argent frais est de piquer l'argent là où il est. Comme il n'est plus en France, ils iront le piquer à l'étranger et voilà tout. Et 55 autres Etats sont prêts à les aider, ce qui donne une idée de ce que représente le Droit de Propriété pour la classe dirigeante actuelle dans la majorité des pays dits démocratiques.

En fait, un peu partout, j'ai de plus en plus l'intime conviction qu'une classe véritablement criminelle, une mafia, a pris le pouvoir dans la plupart de nos pays et l'exerce à son profit et au profit de ceux qui l'élisent et que la plupart d'entre eux sont sans foi ni loi. Nous ne sommes plus en Démocratie depuis longtemps, comme les Grecs viennent de s'en rendre compte, à leurs dépens bien entendu. Quand le tour de la France arrivera, et bien, on fera payer les Français de l'étranger et voilà tout. Et quiconque protestera sera traité de mauvais Français, voué aux gémonies et on saisira les biens qu'il aurait eu l'imprudence de garder en France.

Donc, je m'attends toujours au pire, et, comme le disent les Suisses, je suis rarement déçu en bien.

Bien sûr, tout le monde me dit que rien de tout cela n'est dans les tuyaux, mais je me souviens fort bien qu'il s'agissait de l'un des projets du regrettable, et peu regretté Président Sarkozy, qui voulait faire payer même ceux qui n'étaient pas résidents en France et donc je n'ai guère de doutes à ce sujet.

Que faire ?... Va me dire le pauvre Français, ou plutôt le riche Français qui ne l'est resté que parce qu'il a quitté son pays et lirait ces lignes?

La chose la plus simple pour ceux qui le peuvent est bien sur de mettre sa résidence principale dans un pays qui ne sera pas signataire de cet accord infâme et attentatoire à La liberté Individuelle et au Droit de Propriété (Philosophiquement c'est la même chose), et qui soit protégé par un grand frère très, très costaud.

Je veux parler bien sur de Hong-Kong qui jamais ne signera un tel accord puisque cela permettrait aux Européens et aux Américains de savoir ce qui se passe en Chine.

Et s'ils le peuvent, de faire gérer leur argent directement de là bas, sans passer par des fonds ou des gérants Européens ou Américains.

Une autre solution pour notre malheureuse future victime serait de prendre résidence... aux USA, puisque ce pays ne signera pas l'accord le forçant à dénoncer les citoyens Français vivant sur son sol. Les Etats-Unis deviennent de ce fait le plus grand paradis fiscal au monde, ce qui va bien aider au financement de leurs déficits, mais l'imbécillité des gouvernements Européens reste vraiment confondante tant ils semblent incapables de négocier des accords de réciprocité avec les USA.

Enfin, la dernière solution, la plus extrême sera d'aller vivre dans un pays où les impôts sont raisonnables, du style de l'Irlande ou du Portugal, et d'en prendre la Nationalité en abandonnant la Nationalité Française.

Bien sur, cela me crève le cœur d'écrire tout cela mais entre la Loi sur le Terrorisme et les atteintes au Droit de Propriété que je vois arriver tous les jours dans les marchés financiers, je me dis qu'il est urgent de prendre des décisions raisonnables pour ceux qui pensent que la situation actuelle va perdurer. Cela n'est pas vrai.

Après tout, comme le disait Ben Gourion, en 1934, il y avait deux sortes de Juifs en Allemagne. Les optimistes, qui sont restés et qui sont morts, et les pessimistes qui se sont barrés et qui ont survécu. En ce qui me concerne, j'ai 72 ans, je rentre en France à partir de Septembre de cette année et je me fous de ce qu'«ils» peuvent me faire (pas grand-chose).

Pour les autres, et en particulier pour ceux qui pensent qu'ils sont à l'abri, il est urgent qu'ils songent à la nouvelle organisation qu'ils devront mettre en place le plus tôt possible.

Aux échecs, il faut toujours avoir un coup d'avance sur l'adversaire.

Avec les impôts, c'est pareil.

En fait, nous rentrons dans la situation de révolte légitime prévue par Saint Thomas d'Aquin. Il est nécessaire de se révolter quand l'organisation politique qui a le monopole de la violence légale (le Roi en son temps) devient tyrannique.

Nous y sommes.

[La liberté de la presse sous pression gouvernementale au Japon](#)



[Jesse](#)
[Le Café Américain](#)

Publié le 18 juillet 2015

Et l'Histoire continue de rimer [bégayer].

« C'est avec une grande inquiétude que le club The Foreign Correspondents du Japon a reçu les déclarations faites à l'occasion d'une récente conférence par les législateurs du parti libéral démocrate concernant la liberté de la presse. Nous sommes particulièrement alarmés par les discours qui appellent à faire pression sur les corporations pour les forcer à retirer leurs publicités des médias, et à écraser les journaux d'Okinawa qui ne sont pas rattachés à un parti ou aux opinions du gouvernement.

Au cœur de la démocratie se trouve un système ouvert de presse libre, dont le rôle est de vérifier et de faire contrepoids face aux déclarations du gouvernement, et d'aider à informer et à débattre des affaires courantes. C'est la raison pour laquelle la liberté de la presse est protégée par la Constitution japonaise. Bien que le parti au pouvoir ait pris des mesures contre les législateurs impliqués et souligné son engagement à la liberté de la presse, ces commentaires et actions ont commencé à prendre une tournure inquiétante.

Plus notables encore ont été les récentes invitations de présentateurs à des réunions de parti pour remettre en question leurs commentaires et leurs rapports, et la lettre envoyée aux réseaux tokyoïtes à l'approche des élections de la Chambre Basse en décembre dernier, en faveur d'une couverture médiatique neutre et de l'établissement de règles de diffusion d'informations. Les événements de la semaine dernière ont été plus alarmants encore, puisque les législateurs impliqués ont grandi sous le système démocratique d'après-guerre, et ont toujours connu une presse libre.

Le club The Foreign Correspondents du Japon a été établi en 1945 par des membres japonais et étrangers, et perçoit la liberté de la presse et l'échange libre

d'information comme le point central de la protection du public face aux abus de l'Etat, du maintien du commerce et de l'amélioration de la compréhension mutuelle entre les cultures.

Dans ce contexte, nous demandons au parti au pouvoir et au gouvernement de ne pas prendre de mesures qui pourraient – ou pourraient sembler – affecter la liberté de la presse, et d'éduquer ses législateurs et fonctionnaires au sujet du caractère vital et constitutionnel de la presse libre au Japon. »

James Simms
Président
Club The Foreign Correspondents du Japon
July 2, 2015

Dis Papa, ça naît où l'argent ?

Quel est le problème avec notre système monétaire et comment y remédier ?

Par Dmitri Orlov – Le 14 juillet – Source [Cluborlov](#)

Préambule

Aujourd'hui Dmitri Orlov laisse la parole à Adrian Kuzminski qui nous parle de la création monétaire. Si vous ne connaissez pas le sujet, si vous pensez que les banques distribuent le crédit à partir des dépôts bancaires, laissez tomber tout le reste, il est temps d'investir en priorité sur le sujet.. Si on parle de complots, c'est le complot des élites contre les peuples. La mise en esclavage par la dette [le péonage] avec la participation volontaire de nous tous. Il est donc très intéressant et significatif de voir que Dmitri Orlov a une très bonne connaissance de ce sujet ultra sensible, la pierre angulaire du Système. A la fin de l'article, je vous propose de découvrir quelques liens complémentaires et un artiste atypique de la vulgarisation de la chose monétaire.

Le Saker Francophone

Quelque chose est profondément mauvais dans notre système financier mondial. Le pape François est seulement le dernier à sonner l'alarme :

«Les êtres humains et la nature ne doivent pas être au service de l'argent.

Disons non à une économie de l'exclusion et des inégalités, où l'argent règne, plutôt que de rendre service. Cette économie tue. Cette économie exclut. Cette économie détruit la Terre-Mère.» Pape François

Ce que le pape appelle «une économie de l'exclusion et des inégalités, où l'argent règne» est largement évident. Ce qui est moins clair est de savoir comment nous en sommes arrivés à cette situation, et ce qu'il faut faire à ce sujet.



La plupart des gens prennent notre système monétaire pour acquis, et sont choqués d'apprendre que ce n'est pas le gouvernement qui crée l'argent. Il est presque entièrement créé par des prêts, sortis du néant sous forme d'écritures comptables par les banques privées. Pour ce tour de passe-passe, les banques facturent des intérêts, et se font un joli profit sans pratiquement rien faire. La monnaie imprimée par le gouvernement – pièces et billets – est quantité négligeable en comparaison [Rapport de 1 à 10, NdT].

L'idée de donner aux banques privées un monopole sur la création monétaire remonte au XVII^e siècle en Angleterre. Le gouvernement britannique, dans un marché faustien, a accepté de permettre à un groupe de banquiers privés d'assumer la dette nationale comme garantie pour l'octroi de prêts, confiants que l'État serait en mesure de payer les intérêts de la dette sur le dos des contribuables.

Et rien n'a changé depuis. Alexander Hamilton admirait beaucoup ce régime, qu'il a appelé le système anglais, lui et ses successeurs ont finalement été en mesure de l'établir aux États-Unis, et par la suite dans la plupart des pays du monde.

En savoir plus [La guerre des monnaies de Hong Bing Song aux éditions Le retour aux sources](#)

Mais l'argent est trop important pour être laissé aux banquiers. Il n'y a aucune bonne raison de donner à un groupe privé le monopole lucratif de la création de l'argent. La création monétaire devrait être le service public que la plupart des gens croient à tort qu'il est. En outre, la création monétaire privatisée permet à un

petit nombre de grandes banques et d'institutions financières non seulement d'en profiter en faisant simplement des écritures comptables, mais de diriger l'investissement global dans l'économie vers les entreprises de leurs copains du Big Business, et non pas vers le grand public.

Les gens ordinaires peuvent obtenir le financement dont ils ont besoin seulement en échange de conditions écrasantes, sinon ruineuses, les rendant esclaves de leur dette, alourdie par des prêts hypothécaires, des prêts étudiants, des prêts automobiles, des soldes de carte de crédit, etc. Les intérêts extraits de ces prêts alimentent la machine de l'investissement privé de la finance à Wall Street, représentée par l'ultime catégorie de créanciers : le fameux 1%.

Les principales critiques à faire au système financier privatisé émanent de deux sources : les [goldbugs](#) [voir [ici](#), NdT] et les défenseurs d'un système bancaire public. Les goldbugs voudraient nous faire revenir à l'étalon-or, faire de l'or notre monnaie. Le problème est que cela deviendrait presque impossible d'emprunter de l'argent, car la quantité d'or qui pourrait être mise en circulation est relativement minuscule et inélastique. Il n'y a aucun moyen facile d'élargir l'offre d'or dans le monde.

Le crédit – la capacité d'emprunter de l'argent – est vitale pour toute économie. Si nous ne pouvons pas emprunter pour investir – routes et infrastructures, logement, entreprises, hôpitaux, éducation, etc. – alors nous ne pouvons pas financer les services essentiels. À cette fin, nous avons besoin d'une masse monétaire élastique.

Les défenseurs d'un système bancaire public comme [Stephen Zarlenga](#) et [Ellen Brown](#) apprécient le besoin de crédit. Leur objectif est de transférer le monopole de la création de celui-ci du secteur privé au mains des pouvoirs publics. Malheureusement, il n'y a aucune garantie que cette forme progressiste de financement de l'État serait mieux que le financement privé.

Si nous avons un gouvernement véritablement démocratique et redevable de comptes au public, un tel système pourrait fonctionner. Mais, de fait, les gouvernements aux États-Unis et dans les pays les plus développés sont des oligarchies contrôlées par des intérêts particuliers. Une banque centrale publique, sans une révolution politique, serait susceptible de favoriser les entrepreneurs liés au gouvernement et continuerait à pressurer les emprunteurs avec le paiement des intérêts, maintenant censément dirigés vers le bien public.

Ceci n'est curieusement pas sans rappeler le système de l'ancienne Union soviétique et de la Chine d'aujourd'hui, où une [nomenklatura](#) politique finit par prendre les commandes pour s'enrichir elle-même. Notre système actuel de

financement privé centralisé, ainsi que la proposition progressiste de finances publiques centralisées, ne sont que des versions jumelles d'un contrôle financier du haut vers le bas par une élite.

Heureusement, il y a un autre modèle disponible. Il y a une longue tradition en Amérique, en commençant par la résistance coloniale au système anglais, et passant par les anti-fédéralistes, les jeffersoniens, les jacksoniens, et les populistes de l'après-guerre civile. Cette tradition est opposée à toute sorte de banque centralisée en faveur d'un système de délivrance décentralisée de l'argent.

L'idée qu'ils ont développée est d'interdire toute espèce de banque centrale, publique ou privée et, à la place, d'avoir de la monnaie émise exclusivement localement sur la base d'une bonne garantie pour les particuliers et les entreprises. C'est une approche du bas vers le haut. La priorité est donnée aux citoyens et aux entreprises locales, qui peuvent obtenir des prêts sans intérêts auprès de banques publiques de crédit locales pour financer ce qu'ils doivent faire.

Un tel système devrait être réglementé publiquement pour garantir des normes justes et uniformes de prêts au niveau local. Ce serait, en ce sens, un système bancaire public. L'absence d'une autorité de délivrance centralisée, cependant, devrait prévenir de toute concentration du pouvoir financier, public ou privé.

Tout système de contrôle financier privé ou public, du haut vers le bas, présuppose une sorte de contrôle par les élites, qui peut être qualifiée de planification centrale, que ce soit dans les salles de conseil d'administration d'entreprises ou dans les bureaux des agences gouvernementales, ou dans une combinaison des deux. Une lecture de l'histoire suggère que cette prise de décision de haut en bas est inévitablement égoïste, déformée, et contre-productive socialement.

En effet, qu'il soit public ou privé, c'est l'amour de l'argent, surpondéré par la finance centralisée qui crée l'économie de l'exclusion et des inégalités que dénonce le pape François.

Le système décentralisé populiste de financement fonctionnerait sans planification centrale. Au lieu de cela, d'innombrables décisions locales sur les prêts et la solvabilité fonctionnerait comme une véritable main invisible de la finance, qui serait auto-régulée. L'amour de l'argent ne trouverait plus aucun moyen de décupler sa puissance. Au lieu de cela, il serait dispersé parmi toute la population, comme il se doit, sans frais d'intérêts écrasants, pour le bénéfice de tous.

Adrian Kuzminski dans une ferme dans le nord de l'État de New York, il est l'auteur de *The Ecology of Money: Debt, Growth and Sustainability and Fixing the System, A History of Populism, Ancient & Modern*, parmi d'autres œuvres.

Sondages : notre indécrottable (et si révélatrice) crédulité

par Le Yéti - Le monde d'après 20 juillet 2015



'L'Observatoire des sondages' traque toutes les manipulations sondagières.

Rien n'y fait, nous avons beau nous dire et nous persuader que les sondages sont devenus de vulgaires armes de propagande massive au service des dominants, nous continuons imperturbables à nous appuyer sur leurs résultats pour étayer nos analyses.

La brutale aggravation de la situation, qui précipite le vieux système occidental en citadelle assiégée, fait que les instituts aux abois ne se soucient même plus de sauver les apparences "scientifiques" de leurs entreprises de manipulation.

L'Observatoire des sondages n'en finit pas de répertorier les bidonnages de ceux qui se mêlent de sélectionner au préalable nos candidats aux présidentielles ou, comme lors des dernières législatives britanniques, parlent sans ciller de « retournement de l'opinion » parce que les électeurs n'ont pas eu l'heur de voter comme ils l'indiquaient. Les récents exemples grecs achèvent de ridiculiser la grossièreté de ces manœuvres intoxicatoires :

- 4 juillet : à la veille du référendum, deux enquêtes d'opinion prédisent une remontée victorieuse du oui (rappel : le non l'emporta par 61,31 %) ;
- 10 juillet : un sondage grec annonce un non écrasant à 79 % au 3e memorandum ;
- 18 juillet : retournement (comique ?) de situation, huit petits jours plus tard, un autre organisme conclut à un oui massif à 70 % en faveur de l'accord imposé par l'Eurogroupe, et à 73 % pour un maintien coûte que coûte dans

la zone euro.

De deux choses l'une : ou bien les citoyens grecs ont été mués en folles girouettes par les vents mauvais de la crise (ce que leur résolution lors du référendum ne laisse guère entrevoir), ou bien leurs instituts de sondage et les médias qui les relaient les prennent pour des imbéciles.

Une soumission plus ou moins inconsciente à l'ordre établi

Quelques-uns font certes de leur lucidité une résistance :

« Tous les sondages sur l'image prétendument positive de l'UE et de l'euro en Grèce, sont payés pour être sciemment faux » (Panagiotis Grigoriou, [Greek Crisis](#)).

Mais combien à se laisser chloroformer par ces “enquêtes” biaisées ? Combien à reprendre à leur compte, sans moufeter et sans précaution, les éléments d'opinion distillés par l'élite dominante ? Quel gogo pour croire que l'Ifop de Laurence Parisot, ex-patronne militante des patrons, pourrait laisser passer un sondage préconisant la réhabilitation du Droit du travail ? Quel encrassé naïf pour s'imaginer que le Figaro d'Olivier Dassault oserait publier une enquête stigmatisant les ventes d'armes et le fiasco commercial qu'est l'avion Rafale ?

Passe encore — à la guerre, comme à la guerre ! — que certains utilisent sans vergogne les résultats propres à faire triompher leurs thèses (j'en suis !). Mais quid de ceux qui s'appuient, sans l'excuse de l'ignorance, sur des conclusions douteuses infirmant leurs propres revendications de résistance ?

Comment, par exemple, peut-on affirmer pour justifier la reddition de Tsipras que les Grecs sont aujourd'hui majoritairement hostiles à une sortie de l'euro alors qu'aucun référendum n'a validé ce verdict ? Depuis quand des sondages ont-ils valeur de sanctions démocratiques ?

Et pourtant, pourtant, nous continuons à nous y référer obstinément comme paroles d'Évangile. Un attachement aussi indéfectible et irrationnel que, par exemple, [l'attachement de la gauche de la gauche à l'euro](#). C'est que l'addiction aux sondages est aussi un cruel révélateur de notre soumission plus ou moins inconsciente à l'ordre politique établi.

Crises, environnement, climat : pourquoi il est trop tard pour agir... depuis toujours

26/10/2014 par Vincent MIGNEROT

Nous nous questionnons sur la soutenabilité de nos sociétés en contexte de crise systémique. Parviendrons-nous à nous adapter au changement climatique ? Saurons-nous remplacer nos ressources énergétiques, que nous savons limitées, par d'autres, disponibles sur le long terme ? Pourrons-nous dépasser la fin des matières premières pour construire un autre monde, plus sobre, de surcroît plus respectueux de l'environnement ?

Si nous n'y parvenons pas et que les civilisations hypertechnologiques d'aujourd'hui disparaissent, d'autres pourront-elles leur survivre et prolonger longtemps l'histoire humaine ?

Cet article est une introduction à la *théorie écologique de l'esprit* et à la *théorie de tout* proposées dans les ouvrages référencés ci-dessous, tentant d'éprouver leurs arguments et leur méthodologie au regard d'un avenir aux perspectives inquiétantes qu'il nous faut apprendre à penser et anticiper.

– [Le piège de l'existence : Pour une théorie écologique de l'esprit](#), Editions SoLo, 2015

– [Essai Sur la Raison de Tout, deuxième version : La vérité](#), Editions SoLo, 2014

– [Synesthésie et probabilité conditionnelle : Lire le langage de programmation de l'Univers, accéder à une théorie de tout ?](#), Editions SoLo, 2014

Plan :

- 1 Evolution autonome du climat
- 2 Le libre arbitre, cette (belle !) illusion
- 3 La compétition interdit la protection de l'environnement
- 4 Un effondrement salvateur ?

- 5 L'autodestruction est inscrite dans le principe d'humanité
 - 6 Des processus, non une suite d'évènements
 - 7 L'incertitude comme une défense, non comme de la prudence
 - 8 Conclusion
- Définitions et références

Avant-propos

Au-delà des contraintes de l'énergie et de la disponibilité des ressources, la question de la survie de l'humanité à long terme, après la survenue d'un très hautement probable déclin au cours de ce siècle, semble contrainte par celle du climat. Car si nous l'oublions parfois, notre existence physique dépend avant tout d'un équilibre écologique vital qui ne peut varier que dans une certaine mesure avant de la remettre en question. Le réchauffement climatique, dont nous sommes responsables et dont nous observons déjà des effets globaux inquiétants (désertification, acidification des océans, augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes...) met particulièrement en péril ce dont tout corps humain dépend strictement : la possibilité de se nourrir.

L'inquiétude est grande de voir les rendements agricoles baisser à cause des dérèglements du climat ([Le réchauffement climatique va provoquer une baisse des rendements agricoles](#) – INRA / [Rendements agricoles : la grande panne](#) – Science et Vie). Certaines terres subissent déjà un recul de productivité notable à cause de perturbations atmosphériques d'une ampleur inédite : une grande partie de l'agriculture du continent américain a par exemple été touchée cette année (2014) par une sécheresse sans précédent, impactant gravement les récoltes ([Une nouvelle sécheresse frappe l'Amérique du Sud](#) et [Sécheresse en Californie : le temps du sursaut pour l'Amérique ?](#)).

L'agriculture intensive, forcée aux intrants issus du pétrole, pose aussi la question du maintien de la fertilité des sols. Mais quelles que soient les techniques agricoles que nous utiliserons demain, toutes dépendront d'apports équilibrés en eau, de températures ne dépassant pas certains seuils, et les effets négatifs déjà visibles du dérèglement climatique sur cet équilibre de la dynamique atmosphérique ne sont encore que peu représentatifs de ce qui pourra advenir demain. La possibilité pour l'humanité de se nourrir au cours des siècles à venir, dépendant donc de ce que son activité passée aura impacté le climat, détermine à elle seule la réponse à la question de sa survie.

Les mesures sur le réel témoignant de la détérioration de notre environnement, la compréhension de certains éléments de la dynamique climatique, les dernières découvertes sur le fonctionnement de l'esprit humain ainsi que les aménagements défensifs que nous mettons collectivement en place pour éloigner la révélation du pire font craindre en toute rigueur analytique que l'humanité puisse ne pas survivre à elle-même. Ce texte introduit une contextualisation de la question d'un maintien possible par l'humain d'un équilibre écologique vital qui éviterait sa fin par autodestruction, question plus longuement développée dans les ouvrages cités ci-dessus.

« Chaque jour qui passe ajoute aux dangers que court l'humanité. Elle paiera cher le "progrès" qu'elle ne cesse de faire. Les moyens de préserver la vie sont dérisoires auprès de ceux qui sont susceptibles de la détruire ; et, quoi que l'homme entreprenne, il ne pourra jamais avoir raison de cette disproportion. Ce qui met des mois ou des années à pousser, on l'anéantit en un instant. Ce qui rend la destruction en général si immorale, c'est sa facilité. »

Cioran, *Cahiers*.

1 Evolution autonome du climat

Même si l'humanité stoppait tout impact sur l'atmosphère dès aujourd'hui, il est certainement trop tard pour sauvegarder des conditions climatiques viables à long terme.

Le réchauffement climatique dû initialement à l'activité humaine entraîne par lui-même des modifications de la biosphère et des sols qui peuvent participer au réchauffement climatique, au-delà de tout impact humain. Ce processus s'appelle une boucle de rétroaction positive. Nous en avons le soupçon jusqu'à cette année mais cela a été confirmé par plusieurs études : ces boucles de rétroaction positive sont enclenchées.

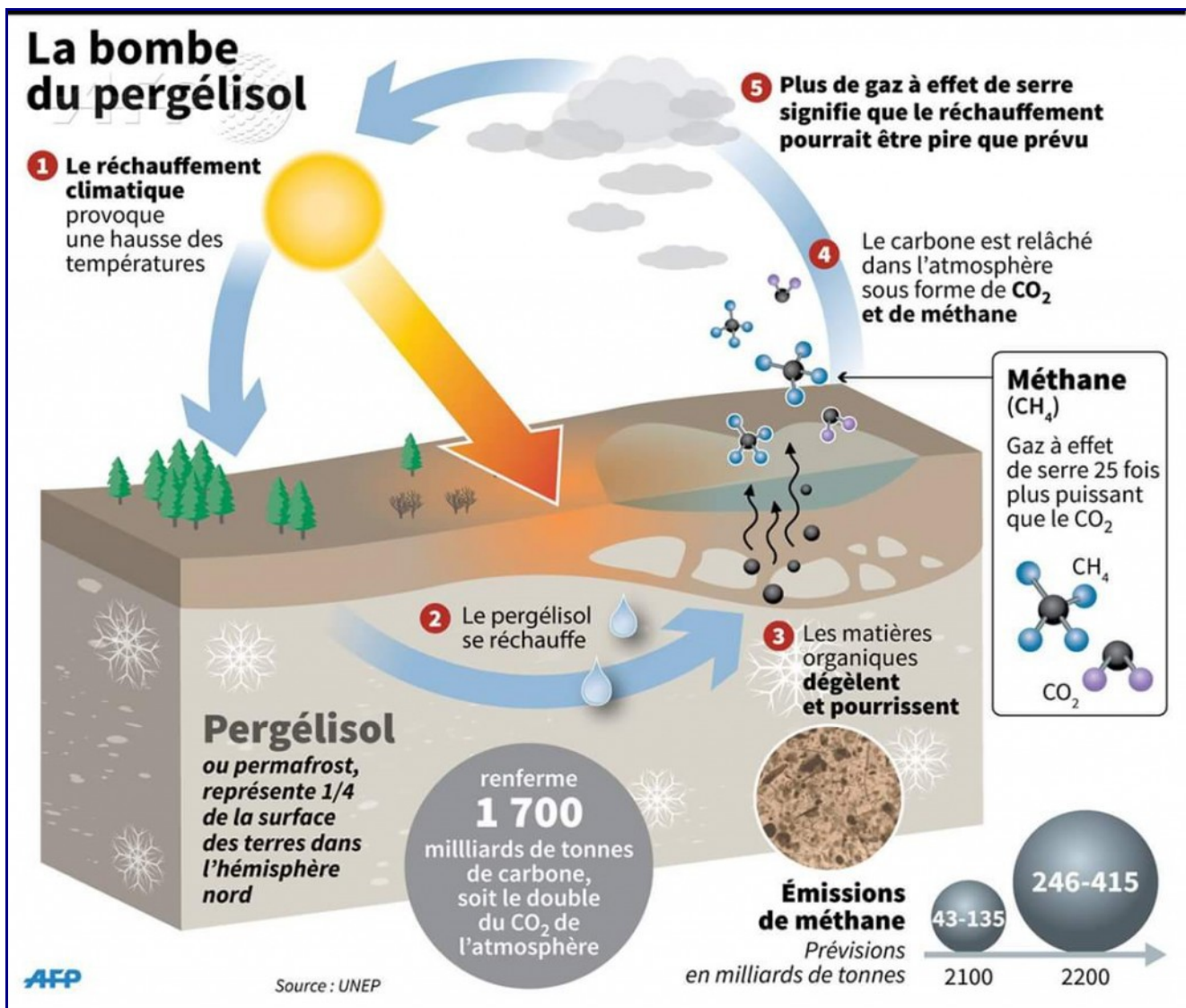
Il existe plusieurs boucles de rétroaction positive :

- La fonte des glaces et manteaux neigeux, qui accélère réchauffement par diminution de la réflexion de la lumière du soleil et absorption de sa chaleur par les sols (réémission infrarouge)
- L'augmentation des poussières liées à la désertification peut aussi noircir les

neiges et accélérer leur fonte

– L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses et canicules participe également à transformer les forêts détériorées en sources de gaz à effet de serre

Mais les plus inquiétantes sont celles qui libèrent du méthane et des hydrates de méthane enfouis dans les terres gelées et sous les océans. Le réchauffement climatique en cours fait fondre le permafrost, libérant ainsi les gaz à effet de serre et le réchauffement des océans (qui absorbent plus de 93 pourcents du réchauffement anthropique !) vient déstabiliser le sous-sol océanique où sont stockées des quantités considérables de ces gaz à effet de serre, si hostiles à l'équilibre écologique vital (lire Skeptical Science : [Wakening the Kraken](#), document intégré en fin de texte).



Source : Politis.fr – [Pergélisol : une bombe en sous-sol](#)

« Même si les scientifiques avouent avoir encore du travail pour préciser dans quelle mesure et en quel volume ce sera du CO_2 ou du CH_4 qui va être dégazé (notamment du fait des réactions chimiques du CH_4), ils estiment que le permafrost deviendra pendant notre siècle un « émetteur net de gaz à effet de serre » et n'excluent pas que les émissions pourraient augmenter « de manière radicale » en raison du réchauffement rapide de la région arctique. La décomposition du carbone du permafrost pourrait durer des milliers d'années, renforçant donc évidemment les concentrations atmosphériques de CO_2 et de CH_4 . Au cours du 21^{ème} siècle, les émissions de CO_2 et de CH_4 issues de ce dégel pourraient être de l'ordre de 50 à 250 gigatonnes de carbone (Gtc), selon le rapport du GIEC. »

(...)

« Le vice du CH⁴ ne s'arrête pas là. Son couplage avec les radicaux OH, qui constituent le principal puits à méthane (4), conduit dans le temps à une amplification significative de l'impact des émissions. En effet, les scientifiques expliquent qu'une augmentation des émissions de CH⁴ va faire baisser la teneur en OH, ce qui va augmenter en retour la quantité de CH⁴ qui reste dans l'atmosphère et la réchauffe toujours plus. On a là une clé d'une éventuelle accélération de la concentration atmosphérique en méthane, donc du réchauffement global. »

[Les hydrates de méthane](#), par Vincent Rondreux

Si le 5 novembre 2013 Vincent Rondreux dans son article utilisait encore le conditionnel pour évoquer l'enclenchement des boucles de rétroaction positives émettrices de méthane et d'hydrates de méthane, des données indiquent depuis que ces GES seraient déjà émis, et en grande quantité. Pour rappel, il est impossible pour l'humain d'arrêter une boucle de rétroaction positive aux dimensions de la biosphère et de la géosphère, et celles-ci se renforceraient naturellement jusqu'à un point haut de température atmosphérique encore mal estimé, mais certainement incompatible avec le maintien d'une production alimentaire suffisante et stable pour l'humanité :

“Si la totalité du carbone emprisonné dans le pergélisol venait à être relâchée, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques pour le réchauffement climatique », explique Florent Dominé, qui évoque une augmentation de 5 à 8 °C de la température d'ici à 2100, quand le pire scénario du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)² se situe aujourd'hui à 4 °C, faute de prendre encore en compte ces processus complexes, mis au jour récemment.”

[Pergélisol, le piège climatique](#) – CNRS

“Quelques lignes aux très lourdes conséquences dans le rapport du GIEC sur le climat (2013) : le méthane voit doubler son rôle comme gaz à effet de serre ! Une nouvelle donne qu'il faudrait absolument prendre en compte dans la lutte contre le changement climatique, notamment dans les discours sur le gaz de schiste.”

[La bombe climatique cachée dans le rapport du GIEC](#) – Terra Eco

Observation des émissions de méthane, depuis le site www.methanetracker.org (juillet 2013) :

“Les scientifiques du CO² ne comprennent pas pourquoi les scientifiques du méthane flippent. C’est beaucoup trop de méthane venant de la glace (ou du Sahara). Le méthane ne devrait pas venir de ces régions.”



Novembre 2014 : [Océan Arctique : des scientifiques observent des émanations de méthane](#) par Vincent Rondreux

Une température pour 2100 de 3 à 5 degrés supérieure (selon les scénarios du GIEC que nos émissions suivent déjà) voire de 5 à 8 degrés promet pour le 22^{ème} siècle une biosphère extrêmement détériorée... l’agriculture, même locale et raisonnée, n’y résisterait probablement pas, l’humanité verrait sur ce simple critère ses conditions de vie remises en question (aujourd’hui, les dérèglements observés sont dus à une hausse de température de... 0,85 degrés – [Climat : 5 rapports du GIEC, 5 chiffres alarmants](#), Le Monde).

Mise à jour du 21 mars 2015 : La NASA estime que nous sommes sur [la trajectoire de 6 degrés de réchauffement](#). Extrait du livre de P. Servigne et R. Stevens [Comment tout peut s’effondrer](#) : « Une moyenne de + 4°C signifie des augmentations jusqu’à + 10°C sur les continents ».

Il existe des boucles de rétroaction négative, qui pourraient participer à la réduction de la température atmosphérique. Mais celles-ci, en particulier l’absorption du CO² par les océans ou par les forêts semblent déjà impactées négativement par nos émissions de gaz à effet de serre ([La forêt amazonienne](#)

éponge de moins en moins le carbone). Leur action bénéfique sera de loin inférieure à ce qu'il faudrait pour ralentir les boucles positives.

Autre point sur une évolution climatique qui dépasserait toute capacité pour l'humain d'agir sur elle : l'atmosphère ne réagit pas instantanément à la modification de sa composition par l'humain.

Bien qu'il soit assez difficile de trouver des références sur ce temps de réaction (hystérésis, inertie climatique, ou encore "climate lag"), celui-ci a pourtant été estimé, et selon les sources disponibles il se chiffrerait en décennies, aux alentours de 40 ans (voir les références en bas de l'article). Le climat mettrait 40 ans à atteindre le réchauffement provoqué par une quantité x de gaz à effet de serre ajoutée à l'atmosphère.

Nous sommes, en 2014, à la date de la rédaction de cet article, déjà inquiets de ce que nous observons, et nous tentons de penser une action concrète pour ne pas que les choses empirent... mais nous réagissons à un monde qui date des années 1970, alors même que le monde de 2050 est déjà écrit !

Nous sommes en décalage psychologique et émotionnel de 80 ans avec la réalité.

Le climat que nous observons, éprouvons, et auquel nous croyons nous adapter n'est pas du tout celui qui est *déjà* écrit pour l'avenir. Par les boucles de rétroaction positive et par l'inertie atmosphérique, un autre monde existe déjà de façon certaine, qui adviendra quoi que nous fassions, et en toute raison les valeurs de dérèglement qui sont acquises promettent pour les prochaines décennies des conditions de vie particulièrement hostiles.

Que pourrait-on dire, d'ailleurs, du message colporté de-ci de-là, qui clame qu'une hausse de 2 degrés en 2050 serait soutenable ? Cette affirmation est méthodologiquement spéieuse, il n'y a aucune période de l'histoire qui puisse être comparable à celle que nous vivons. Une augmentation de 2 degrés en 150 ans, ça n'est qu'un instant à l'échelle des temps climatiques, personne ne peut être certain que la biosphère soit capable de le supporter.

Mise à jour du 25 mai 2015 : le GIEC et l'ONU expriment qu'à partir de 1,5 degrés le changement climatique entrerait déjà dans une phase d'évolution non linéaire, aux effets globaux irréversibles et particulièrement hostiles à la vie dans son ensemble.

Si l'évolution autonome du climat vers un invivable dérèglement pourrait être

considérée acquise, d'aucuns se questionnent sur la possibilité qu'un arrêt ou une baisse des émissions de CO² au cours des prochaines décennies parviennent à ralentir, peut-être empêcher l'emballement que nous venons d'évoquer. Outre qu'il ne se trouve attesté par aucun fait jusqu'à aujourd'hui, alors qu'états et citoyens sont informés depuis longtemps déjà, cet espoir se voit contraint par des facteurs psychologiques et existentiels à mon sens irrévocables, en tout cas parfaitement vérifiables malgré la difficulté de l'étude des comportements humains.

2 Le libre arbitre, cette (belle !) illusion

La recherche contemporaine en neurosciences et sciences cognitives essaie de comprendre comment fonctionne la conscience et comment nous pouvons être dotés d'un libre arbitre. Bien que le débat ne soit pas clos sur leur interprétation, les résultats vont nettement dans le sens d'une compatibilité d'un nouvel ordre : le cerveau serait une structure qui bien que très complexe serait régie par une logique parfaitement déterminée, dont la conscience et le libre arbitre seraient des propriétés émergentes qui ne témoigneraient en rien pour le sujet de ce déterminisme qui les sous-tendrait.

Nous obéirions à des principes parfaitement rigides, nos décisions seraient prises très antérieurement à notre réflexion consciente, et nous ne ferions que « suivre » le déroulement de notre vie en étant persuadés de la mener de front.

Bien que troublante, cette interprétation est la seule qui tienne au regard des résultats expérimentaux, tous reproductibles et suffisamment vérifiés.

[Stanislas Dehaene](#), professeur au Collège de France, explique comment notre cerveau pourrait être vu comme un outil de calcul de probabilité sur l'état du réel en fonction des expériences passées (Inférence Bayésienne, voir la vidéo : [Le cerveau vu comme un système prédictif](#)) :

« Pour résumer, la théorie Bayésienne fournit un modèle mathématique de la manière optimale de mener un raisonnement plausible en présence d'incertitudes. Dès la naissance, le bébé semble doté de compétences pour ce type de raisonnement probabiliste. L'inférence Bayésienne rend également bien compte des processus de perception : étant donné des entrées ambiguës, le cerveau en reconstruit l'interprétation la plus probable. La règle de Bayes indique comment combiner, de façon optimale, les a priori issus de notre évolution ou de notre mémoire avec les données reçues du monde extérieur. (...) Enfin, de nombreuses décisions humaines semblent résulter d'une approximation de la règle Bayésienne d'accumulation d'évidence, combinée à une estimation de la valeur attendue des

conséquences de nos choix. » [Le cerveau statisticien : la révolution Bayésienne en sciences cognitives](#)

Ce modèle du cerveau statisticien s'inscrit dans la lignée des résultats obtenus par [B. Libet dès les années 1980](#) :

“C’est grâce à l’ingéniosité d’un dispositif expérimental dans lequel il fut demandé à des sujets d’appuyer sur un bouton et de bien prendre note de la position du point précis au moment où ils décidaient de fléchir le poignet, que la déconnexion entre le temps neuronal et l’émergence de la conscience a conduit Libet à construire une nouvelle interprétation du libre-arbitre. Il s’est en effet, aperçu que le laps de temps entre le mouvement de flexion du poignet et l’activité produite dans le cerveau, dit « potentiel de préparation motrice », allait de 300 à 500 millisecondes. Ainsi, alors que vous pensez prendre une décision, à votre insu, un groupe de neurones prépare l’émergence de votre intention.”

De tels résultats ont invité les scientifiques à se questionner sur la valeur de réalité de notre vie intérieure. Ces débats restent encore peu connus mais vont devenir centraux, car ils participent à comprendre comment nous avons pu en tout sentiment d’impunité opérer la destruction de notre environnement, sans avoir aucunement la sensation de mal agir, ou même encore d’agir par nous-mêmes dans l’instant un risque existentiel évident pour demain (Que dit la science de la valeur de la volonté humaine ? – [Human volition : towards a neuroscience of will](#) – P. Haggard).

Aujourd’hui, c’est bien la question de la responsabilité qui se voit explorée sous un angle nouveau, au regard d’un libre arbitre fortement remis en question ([Moral responsibility and free will : A meta analysis](#) – Florian Cova, document intégré dans les références), et la philosophie désormais ne peut plus proposer de concept sans tenir compte des données des neurosciences :

[Avant demain, Epigénèse et rationalité](#) – Catherine Malabou, interview (extraits) :

« Or, à l’inverse, ce que j’essaie d’organiser dans mon livre n’est pas simplement un dialogue avec la biologie. Je me demande bien plutôt si la philosophie ne dépend pas, dans sa démarche ou ses concepts, de processus biologiques, si l’acte même de penser n’est pas toujours soutenu par des opérations neuronales. »

« On ne peut pas par exemple faire comme si les découvertes récentes sur le

cerveau n'existaient pas. Il y a une sorte d'inertie en philosophie, qui repose sur l'idée qu'on ne peut rien prévoir, rien déterminer. Or, le réel, c'est toujours, quoi qu'on en dise, une affaire de détermination. »

« Il faut dégager aujourd'hui la vie de tout discours à la fois religieux, biopolitique et existentiel. »

Ce que nous dit la science de notre fonctionnement au regard de la contrainte écologique c'est que si nous sommes capables de nous tromper sur notre nature profonde et croire à une réalité intérieure qui ne correspond en rien à notre fonctionnement neurologique réel, le support à l'élaboration de croyances est potentiellement infini, et il ne peut plus être écarté que la croyance que nous survivrons à tout en soit réellement une, de même que d'autres croyances plus simples mais aux effets concrets tout aussi désastreux : croyance en la possibilité pour l'humain de protéger l'environnement, croyance en la possibilité d'opérer une transition énergétique.

Au-delà de ces croyances il est envisageable, et parfaitement rationnel, d'admettre que nous sommes des êtres vivants soumis à un déterminisme évolutif strictement inviolable, et que si la fin thermodynamique de l'humanité est inscrite dans ce déterminisme, nous ne pourrions y échapper provisoirement que par nos croyances, mais pas concrètement.

Ironiquement, alors même que l'existentialisme a beaucoup déconsidéré, voire méprisé la foi et les religions, le jugement de l'évolution, attestant de l'incapacité de notre volonté à sauver à la fois le monde et nous-mêmes, pourra nous faire réaliser que faire confiance au libre arbitre est être porteur de la plus fragile... et de la plus naïve de toutes les croyances. Nous pourrions l'exprimer de façon plus légère : ce que disent les expériences sur les capacités de calcul probabiliste du cerveau à partir de l'expérience du passé, c'est que l'existentialisme a eu sa légitimité autrefois (au temps de l'opulence), mais qu'il est désormais disqualifié (par les limites de l'adaptabilité), et que les existentialistes ne le savent pas encore...

Les ouvrages proposés en tête d'article participent à élaborer une théorie écologique de l'esprit : une modélisation de la nécessité évolutive pour l'humain d'acquérir la capacité à élaborer des chaînes de causalité artificielles afin de se tromper lui-même sur le monde. L'humanité est l'espèce qui est parvenue à dépasser les contraintes de la régulation de la vie par la vie, pour bénéficier des ressources de l'environnement à son seul avantage, au prix de la destruction de l'équilibre écologique vital. L'humanité serait alors la seule espèce qui soit

devenue capable de se raconter des histoires et de s'adapter en fonction d'elles plutôt qu'en fonction de la réalité perçue.

Cette capacité demande une construction particulière de l'esprit, nécessairement supportée par le support physique qu'est notre corps et en particulier notre cerveau. Si les neurosciences le découvrent aujourd'hui de façon parfaitement rigoureuse et vérifiable, il tient à chacun de nous, ne serait-ce que par principe de précaution, de s'interdire de faire une confiance aveugle à ce qu'il pense du réel pour opérer une adaptation à terme, en particulier désormais que nous constatons l'étendue concrète des dégâts que nous sommes capables de commettre en étant sincèrement persuadés de bien faire.

La « prise de conscience » n'a pas fait ses preuves, et elle n'a plus la science avec elle.

3 La compétition interdit la protection de l'environnement

Qu'en serait-il si nous espérions malgré tout pouvoir dépasser ce qui semble pré-écrit au cœur de nos structures cérébrales, peut-être dans nos gènes et dans les lois mêmes de l'adaptation humaine, extension particulière des lois de l'évolution ?

D'ailleurs, ces lois, ne disent-elles pas aussi que nos comportements sont contraints par la compétition entre les membres d'une communauté et entre les communautés elles-mêmes ?

Selon [l'équation de Kaya](#), le niveau de progrès (de confort, de sécurité) de l'humain peut être admis comme parfaitement indexé à la consommation d'énergie et aux émissions de CO² ($CO^2 = Population \times PIB/Population \times Energie/PIB \times CO^2/Energie$). Alors proposer de moins émettre de GES en réduisant la consommation de pétrole et de charbon c'est inmanquablement proposer de réduire notre niveau de vie... et cela induit un recul dans la compétition existentielle, à l'échelle de l'individu, de la famille, qui sera moins capable de se soigner ou de prendre soin de ses proches et de ses enfants, ou à l'échelle de la communauté : un pays qui réduirait volontairement son PIB reculerait instantanément dans la compétition internationale. Proposer donc de réduire notre niveau de vie signifie demander aux individus et aux peuples de faire des efforts à leur désavantage direct. Pourquoi feraient-ils ces efforts puisqu'ils seraient sûrs d'être perdants ? Même si à terme les efforts auraient protégé l'avenir, la compétition, elle, se joue bien dans l'instant !

La considération du facteur compétition dans la problématique écologique implique que toute demande de changement de comportement soit porteuse d'un principe totalitaire, plus ou moins bien dissimulé : si nous voulons réduire notre impact sur le monde, il faut que tout le monde accepte de réduire son niveau de vie. Tout le monde, car si ne serait-ce qu'une petite partie ne le faisait pas, elle dominerait immédiatement ceux qui auraient fait ces efforts. Formulé autrement : la seule solution pour que tout le monde change, alors que c'est un risque adaptatif évident, c'est que quelqu'un ou quelque chose l'impose. Ce quelqu'un ne pouvant pas apparaître parce que la communauté humaine sélectionne les dirigeants qui maintiennent les illusions (pas ceux qui en disant le vrai obligerait à réduire le niveau de confort et de sécurité), celle-ci dans son ensemble procrastine jusqu'à ce que ce soit quelque chose d'extérieur à elle qui fasse un choix total, en l'occurrence les effets délétères de la destruction de l'environnement.

La compétition interne à l'humanité autorise la décharge de responsabilité sur un autre humain arbitrairement désigné coupable de tous les maux, et les conflits intérieurs empêchent l'acceptation qu'absolument tous les membres de la communauté humaine, sans exception, sont responsables de la destruction de l'équilibre écologique vital. Le conflit intérieur à l'humanité continuera, en détruisant le climat, jusqu'à ce que nous ne puissions plus alimenter le conflit, parce que nous ne pourrions plus nous alimenter (lire la [Loi de la dichotomie à l'axe](#) et [L'avenir de l'humanité : la paix absolue](#)).

Reste une question en suspens : en attendant que la destruction de l'environnement détruise l'humanité, comment pourrait s'opérer, lorsque les conditions de vie seront plus critiques qu'aujourd'hui, les relations entre les différentes options comportementales que nous pourrions suivre ?

Tout prophète d'un solutionnisme idéalisant (un militant dénataliste, ou pour la promotion de la décarbonation des sociétés, du nucléaire, du low tech, un défenseur des énergies renouvelables ou de la géoingénierie, un activiste permaculteur, végétarien...) ne demande-t-il pas implicitement au monde entier de changer de comportement selon une considération partielle du réel... une considération partielle ? Que cela pourrait-il dire du fantasme sous-jacent ? Que tout le monde change selon l'arbitraire avis d'un seul ou de quelques-uns ? Et comment la cause la plus forte demain dans la compétition pourrait-elle s'imposer aux autres ?

Le terme « solution » devrait être écarté de notre vocabulaire lorsqu'il s'agit de considérer une question totale, en particulier lorsque cette question évoque une fin.

4 Un effondrement salvateur ?

Si nous avons relativisé l'efficacité d'une prise de conscience et que la compétition contraint nos espoirs, un dernier pari pourrait malgré tout être fait par les plus optimistes.

La sauvegarde de l'environnement serait possible parce que les économies les plus puissantes, les plus performantes, qui sont aussi les plus polluantes et les plus dépendantes au pétrole pourraient s'effondrer brutalement, par défaut de disponibilité d'énergie à bas prix, ce qui empêcherait de maintenir fonctionnelles les infrastructures qui consomment cette énergie et produisent de la richesse (industrie, chimie, agriculture...). Les économies effondrées n'auraient alors plus la possibilité de financer leur propre fonctionnement, l'environnement et le climat pourraient alors se voir épargnés par ce déclin qui précéderait une perturbation incompatible avec notre survie à terme. Ce pari est déjà osé en soi, car il signifierait un lâcher prise de centaines de millions d'humains et de leurs dirigeants, qui accepteraient définitivement de vivre dans un dénuement subi, avec une nourriture de mauvaise qualité, des services de soin gravement détériorés et une réduction des capacités de défense contre d'autres populations qui, subissant elles aussi l'effondrement, auraient malgré tout encore à leur disposition quelques armes toujours efficaces, quoique frustes.

Mais le lâcher prise définitif n'est pas un acquis, et nos économies pourront torturer les valeurs monétaires, les outils d'emprunt et les produits boursiers au-delà de l'absurde pour maintenir possible le financement de l'extraction, jusqu'à la dernière goutte du pétrole qui détruit notre atmosphère. N'est-ce pas, d'ailleurs, ce qui se produit en ce moment même ?

Il y a plus inquiétant. De la même façon que nous avons cru noble le fonctionnement des marchés durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle, alors qu'ils travaillaient ardemment à construire une finance occulte circulant via des paradis fiscaux, si peu dissimulés d'ailleurs qu'il est surprenant que nous nous en soyons inquiétés si tardivement, il existe d'autres systèmes d'échange de valeur, certes plus sombres mais aussi intriqués à l'économie réelle que la finance occulte : l'économie mafieuse et criminelle.

Cette économie invisible (qu'on ne veut pas voir) est une proportion importante de l'économie réelle, ce ne sont pas quelques pourcents, en aucun cas une partie congrue dont on pourrait ne pas se préoccuper.

Voici quelques ordres de grandeur qui, s'ils seront à ajuster, pourront l'être aussi

vers le haut, parce que par définition, toutes les données ne sont pas accessibles.

Dictionnaire de l'économie – Larousse (document intégré en fin de texte) :

« **Économie souterraine** : Richesses produites à l'insu des pouvoirs publics, hors du circuit des impôts et des contributions sociales.

L'économie souterraine, parallèle ou « informelle », n'apparaît que depuis très récemment dans les chiffres du PIB des pays développés, mais il s'agit forcément d'estimations très vagues. Elle n'est pas seulement un phénomène réservé aux pays en développement, où son poids est souvent supérieur à 30 % du PIB ; elle concerne aussi les pays riches, en particulier ceux de l'Europe occidentale, où le phénomène prend une ampleur de plus en plus grande. Avec la mondialisation économique, les législations nationales n'évoluent pas au rythme souhaité par les entreprises, qui ont besoin d'une « flexibilité » et d'une liberté d'action accrues. L'économie souterraine leur offre cette marge de manœuvre désirée, tout en sapant les bases de financement des prestations sociales et des services publics. »

À qui Daech vend-il son pétrole ? – Huffington Post, 11 octobre 2014 (document intégré en fin de texte) :

« Si le marché des hydrocarbures est censé être transparent et le pétrole traçable, il existe aussi un marché bien plus opaque. (...) maquiller l'origine d'un pétrole est clairement faisable. Pour cela, deux solutions: soit le mélanger avec un pétrole "identifié" soit en détruisant les preuves de son origine c'est-à-dire en falsifiant le certificat d'origination. Et vu que ce dernier est délivré par les chambres de commerce locales, on imagine bien les fraudes qui peuvent exister dans un pays qui souffre de corruption.

Ces procédés sont ceux utilisés par les réseaux clandestins. "Souvent dans des situations d'embargo ou de conflits, des réseaux parallèles se mettent en place. Cela a par exemple été le cas après l'invasion du Koweït par l'Irak et la mise en place du plan 'Pétrole contre nourriture'", rappelle Maïté de Boncourt. Ce plan, supervisé par l'ONU, a été mis en place pour subvenir aux besoins humanitaires des Irakiens après que le pays a été sanctionné économiquement. Entre 1996 et 2003, Bagdad pouvait vendre tous les 6 mois pour 2 milliards de dollars de barils à condition d'allouer les recettes à la population. Sauf que le gouvernement de Saddam Hussein met en place un vaste système de corruption pour détourner le plan. "Du pétrole de contrebande est également vendu aux frontières, rapportant 11 milliards de dollars au régime baasiste", rappelle [Le Monde](#). "Daech ne fait

qu'utiliser d'anciens canaux parallèles, dont ceux qui existaient à cette époque", poursuit Maïté de Boncourt. »

[Peut-on faire sans les paradis fiscaux ?](#) – Slate, 17 avril 2013 :

« Aussi, lorsque l'OCDE estime que les échanges entre les filiales de groupes internationaux (les transferts intra-groupes) génèrent 40 à 60 % du commerce international, on comprend à quel point les paradis fiscaux sont devenus un élément structurant de l'économie mondiale! Ils sont en réalité devenus indissociables de la mondialisation. Ils la nourrissent autant qu'elle les favorise.

En 2011, les exportations des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont porté sur 16.700 milliards de dollars, et les exportations de services sur 4.000 milliards. Et le tiers de ces quelque 20.000 milliards de dollars aurait transité par des paradis fiscaux. Inconcevable! »

[Comment la cocaïne a sauvé les banques du crash financier ?](#) – Nouvel Observateur, 19 octobre 2014 (document intégré en fin de texte) :

« Comme l'a souligné Antonio Maria Costa, qui dirigeait le bureau drogue et crime à l'ONU, les organisations criminelles disposaient d'énormes quantités d'argent liquide à investir et à blanchir. Les gains du narcotrafic représentent plus d'un tiers de ce qu'a perdu le système bancaire en 2009, comme l'a dénoncé le FMI, et les liquidités des mafias ont permis au système financier de rester debout.

La majeure partie des 352 milliards de narcodollars estimés a été absorbée par l'économie légale. Quelques affaires en ont révélé l'ampleur. Plusieurs milliards de dollars ont transité par les caisses du Cartel de Sinaloa vers des comptes de la Wachovia Bank, qui fait partie du groupe financier Wells Fargo. Elle l'a reconnu et a versé en 2010 une amende de 110 millions à l'Etat fédéral, une somme ridicule comparée à ses gains de l'année précédente de plus de 12 milliards de dollars. »

Interview de [Jean-Pierre Goux](#), auteur du thriller scientifique « *Ombres et Lumières* » par [Automates Intelligents](#) (intégration de l'article dans les références ci-dessous) :

CJ : (Le crime organisé) Ce sont des marchés énormes...

JPG : Oui. Vu qu'il s'agit de marchés illicites, on ignore les chiffres exacts. Mais selon le [dernier rapport du comité de l'ONU](#) spécialisé sur ces questions

(UNODC : United Nations Office on Drugs and Crime) sorti en octobre 2011, le chiffre d'affaires des activités criminelles illicites représenterait aujourd'hui 2 000 milliards de dollars. L'estimation qui circulait précédemment était seulement de la moitié... Avec de tels revenus, les mafias produisent plus de richesses que de nombreux pays du G8 et mériteraient d'y figurer. C'est une force et une menace devenue colossale, bien souvent invisible et qui ne connaît pas la crise...

CJ : ...et qui s'en nourrit...JPG :

Oui. Plus la crise économique est grave et les populations malheureuses, plus les mafias se développent. C'était le moteur du premier cycle de développement des mafias. Le second viendra comme je le disais de l'exploitation de la finitude des ressources. Comme dans le tome 1, Ombres et lumières traite de transition écologique mais plus généralement de l'évolution de l'organisation des sociétés humaines. Il était donc indispensable pour moi d'introduire au sein de l'histoire une forte composante mafieuse. Parce que si les Etats n'en prennent pas conscience et ne réagissent pas à temps, la démocratie sera remplacée par une "voyoutocratie". C'est déjà le cas dans certains pays comme l'Italie et le Mexique où les Etats n'arrivent plus à contrôler des zones de non-droit, qui deviennent petit à petit plus étendues que les zones de droit. Cette voyoutocratie n'a rien à voir avec celle que l'on dénonce en France : je parle ici de pays laissés à des tueurs sanguinaires et aux pires exploitateurs. Si on laisse faire ça, dans dix ou vingt ans, on reviendra dans de nombreux pays aujourd'hui "démocratiques" aux âges les plus sombres du Moyen-âge.

En plus de son importante valeur relative, cette économie délictueuse a des qualités que l'économie réelle n'a pas (« économie réelle » ne veut pas dire grand-chose, tant elle est manifestement dépendante de l'économie souterraine) : elle est très plastique, protéiforme, diffuse (insaisissable) et, surtout, elle ne s'encombre ni de régulation contraignante ni de principes moraux : elle assume parfaitement d'appuyer sur la gâchette lorsqu'un exécutant ne travaille pas assez bien.

L'ironie veut que cette économie parallèle se soit certainement construite, justement, en parallèle de l'économie réelle, pour augmenter ses performances : en s'occupant du « sale boulot », elle a permis aux nations de promouvoir une économie propre, qui en façade ne finançait les guerres que pour obtenir la paix, non pour piller les ressources des pays agressés. L'économie réelle a financé des « armées de libération des peuples », quand l'économie parallèle s'occupait de financer l'ennemi (avec les mêmes monnaies) et, pour tout ou partie, de faire transiter « hors taxe », les fruits de l'avilissement forcé des pays attaqués. Nous

avons pu, grâce à ce subterfuge, croire sincèrement en notre liberté et devenir de parfaits consommateurs automatiquement absouts de leurs achats, puisqu'inconscients de leur coût réel.

Désormais que la réalité nous contraint vraiment, que les illusions ne tiennent plus et que « l'économie réelle » perd de sa puissance, le pouvoir pourra revenir à ceux qui l'ont d'ailleurs peut-être déjà : ceux qui ont l'emprise concrète sur les ressources. Nul ne peut savoir quel nom aura la monnaie qui paiera les esclavagistes des mines de charbon dans 40 ans ou qui soudoiera le dernier état qui aura dans son sol les derniers barils de pétrole. Mais cette monnaie aura de la valeur, assurément.

Des successions de crises, de paliers vers le bas pourront avoir des effets de lissage temporel. Des effondrements économiques, plus ou moins localisés, de plus ou moins grande ampleur, pourraient « retarder » l'extraction des ressources, mais sans remettre en question que tout ce qu'il faudra sortir du sol pour soutenir nos sociétés déclinantes et achever le climat le sera.

Le réel n'est pas seulement ce que nous connaissons de lui et l'existence humaine ne se laissera pas anéantir sans tout faire pour résister. Elle ira chercher hors du cadre de la légalité les moyens dont elle aura besoin pour servir ceux qui auront su se placer stratégiquement sur l'échiquier du déclin, et qui remplaceront les naïfs.

Note : ce qui semble valable pour l'économie l'est certainement aussi déjà pour la protection de l'environnement et des espèces : nos initiatives n'ont pas de résultats globalement positifs aussi parce qu'elles sont en grande partie compensées négativement par le braconnage, le trafic, [la pêche illégale](#)... dont nous avons du mal à admettre l'importance et parfois même l'existence. Voir également [l'effet Alle anthropogénique](#).

5 L'autodestruction est inscrite dans le principe d'humanité

Il n'est pas d'humanité sans technique. Ou, plus précisément, il n'est pas d'humanité sans technique qui l'autorise à exploiter l'environnement pour en obtenir un bénéfice adaptatif au détriment des autres êtres vivants.

L'humanité, ça n'est rien d'autre que cela : la capacité à dépasser les contraintes de la régulation de la vie par la vie, c'est-à-dire la sélection naturelle qui a pendant 3,8 milliards d'année éliminé tout être vivant et toute espèce qui aurait pu, en

profitant pour elle seule de l'environnement, empêcher la vie de se déployer dans son ensemble et au maximum de ce que l'environnement terrestre permettait.

Les trois ouvrages proposés en tête d'article développent chacun une part des questions sur la nature humaine au regard des contraintes de la relation à l'environnement.

[Essai Sur la Raison de Tout](#) : inscription de l'humanité dans un contexte évolutif universel

[Synesthésie et probabilité conditionnelle](#) : hypothèses sur l'origine et le support du singulier esprit humain

[Le piège de l'existence](#) : en quoi l'humanité, malgré certaines de ses croyances, ne peut en aucun cas dépasser les lois de l'évolution

Sans développer plus ici la *théorie écologique de l'esprit* proposée dans ces ouvrages, nous pouvons retenir que la surexploitation de l'environnement est consubstantielle à l'humain et que c'est la particularité de la construction de sa psyché et de sa cognition, à partir d'un traitement particulier des informations provenant de la perception, qui lui a permis de maintenir possible – un temps – cette surexploitation, par invention de stratégies de contournement des écueils adaptatifs peu à peu rencontrés. Si certaines populations ont pu connaître de très longues périodes de latence, sans dégâts environnementaux majeurs, le potentiel de surexploitation était présent et sa mise en œuvre ne s'opérait en effet que sous la contrainte extérieure : maladie, guerre, famine...

Comme il est proposé plus haut, l'humanité serait la seule espèce capable de se raconter des histoires et d'opérer son adaptation en fonction d'elles plutôt qu'en fonction de la réalité perçue, et toutes ses capacités originales (la complexité de son langage notamment) ne seraient issues que de ce talent, si dangereux talent.

Ce principe d'humanité peut se résumer ainsi (*Essai Sur la Raison de Tout*) :

4.3.16 Principe d'humanité

Le principe d'humanité est la complexification du lien par reproduction et

sélection des êtres humains les plus performants dans la transformation active de l'environnement pour le bénéfice humain ainsi que dans la capacité à rejeter les effets destructeurs de cette transformation.

Se demander si l'humanité survivra au déclin, au regard de la fin des ressources et des perturbations écologiques revient à se demander si l'humanité parviendra, en fonction des conditions de vie d'un monde post-déclin, à établir une mode de relation à l'environnement qui en soit respectueux, même en condition de stress pour cause de compétition guerrière, de lutte contre la faim ou la maladie. La seule descendance de l'humanité qui pourrait survivre serait celle capable de ne plus du tout prendre le risque de surexploiter l'environnement, quelles que pourraient être les motivations à cette surexploitation.

Elle ne serait alors plus humaine !

Elle serait en quelque sorte un "marronnage" de l'humanité (marronnage = retour à la vie sauvage), car le retour à une relation équilibrée à l'environnement signifie nécessairement ne plus avoir d'avantage sur les autres êtres vivants, cela serait l'abandon de toute technique, en particulier le feu, l'agriculture et la totalité des outils depuis peut-être la pierre taillée.

Si une communauté humaine survit au déclin des civilisations du pétrole, elle subira la tautologie du principe d'humanité : pour rester humain il faut détruire l'environnement, pour ne pas détruire l'environnement, il faut être incapable d'en tirer aucun bénéfice qui définisse l'humanité. La fin humaine est inscrite dans la définition même de notre nature, la seule question étant celle de « quand ? ».

Et que dire de ce « quand ? », alors que nous avons vu que des conditions environnementales stables – comme l'humanité en a connu longtemps – ne se retrouveront plus et que ce sont bien les limites de l'adaptabilité qui se rapprochent par la destruction active de l'équilibre écologique vital ?



Etienne Klein : Vous êtes venus en voiture ?

Étienne Klein est un physicien français né le 1er avril 1958. Il est ancien élève de l'École centrale Paris et a obtenu un DEA de physique théorique. Il a par la suite effectué un doctorat en philosophie des sciences et il a obtenu une habilitation à diriger des recherches (HDR).

6 Des processus, non une suite d'évènements

« Ce qui est, à mon sens, pure miséricorde en ce monde, c'est l'incapacité de l'esprit humain à mettre en corrélation tout ce qu'il renferme. Nous vivons sur une île de placide ignorance, au sein des noirs océans de l'infini, et nous n'avons pas été destinés à de longs voyages. Les sciences, dont chacune tend dans une direction particulière, ne nous ont pas fait trop de mal jusqu'à présent ; mais un jour viendra où la synthèse de ces connaissances dissociées nous ouvrira des perspectives terrifiantes sur la réalité et la place effroyable que nous y occupons ; alors cette révélation nous rendra fous, à moins que nous ne fuyions cette clarté funeste pour nous réfugier dans la paix et la sécurité d'un nouvel âge de ténèbres. »

H. P. Lovecraft, *Le mythe de Cthulhu*

Nous ne pourrions pas empêcher les mors sévères du piège de l'existence de se resserrer.

Alors que nous n'avons à notre disposition que la possibilité de faire des mesures sur le passé, parfois, mais difficilement, sur l'instant et des estimations sur le futur, au-delà de tout ce que nous rêvons de maîtriser avec tous nos outils et toutes nos techniques se jouent deux processus, que nos mesures ne circonscrivent pas, contre lesquels nous ne pouvons rien.

Un processus autonome, inaccessible :

Si toute émission de gaz à effet de serre pouvait être stoppée du jour au lendemain, le climat continuerait à évoluer de lui-même vers un état directement hostile à la survie humaine.

Un processus actif, irrépressible :

La perturbation du climat, nous ne pouvons pas exister sans. Nous n'avons pas d'autre choix que d'exercer une emprise destructrice sur l'environnement pour maintenir nos avantages adaptatifs.

Ces deux processus sont parfaitement et irrémédiablement intriqués : plus l'équilibre écologique vital sera perturbé, plus le climat sera dérégulé, plus nous exigerons des ressources qu'elles nous protègent, plus nous participerons à la continuation de la destruction du climat. C'est d'ailleurs exactement ce qui se passe déjà, nous ne réalisons simplement pas à quel point le monde est détérioré parce que nous siphonnons de toutes parts tous les moyens qui nous permettent de maintenir l'illusion protectrice.

Afin de nous protéger de la conscientisation de l'inaccessibilité et de l'irrépressibilité des processus en jeu, nous les intellectualisons en parcelles, en segments, en ensemble de données, que nous traitons « toutes choses égales par ailleurs ». Le climat est perturbé par nos émissions de CO² ? Voyons si nous ne pouvons pas les réduire (sans tenir compte de ce que cela signifierait en terme de maintien des avantages acquis). Nous sommes trop nombreux sur terre ? Voyons si une politique de contraception ne pourrait pas être mise en place (sans tenir compte, en plus des questions morales évidentes, du lien entre natalité et niveau de vie, qui implique de devoir rendre plus riches, donc plus destructrices de l'environnement, les populations à fort taux de natalité). Il n'y a bientôt plus de pétrole et de charbon ? Mettons en œuvre les énergies renouvelables ! On me reprochera ce rapide procès, mais si les infrastructures des énergies renouvelables ne peuvent être ni construites ni entretenues sans une autre énergie que celle qu'elles produisent, elles participent à la pression sur les ressources énergétiques primaires, et ne leur survivront pas. Sans évoquer même la fin des métaux...

Mais si dans nos esprits si agiles, nous parvenons à cliver nos analyses en rejetant ce qui nous déplaît, le principe de l'existence, et de l'existence humaine en particulier, impliquent pour le réel l'empêchement absolu du "toutes choses égales par ailleurs" (lire : [Méthodologie universelle – De quoi dépend l'objet ?](#)). Puisqu'il n'est pas d'humanité sans exploitation des ressources au-delà de toute régulation, si par un heureux mais improbable concours de circonstance, l'agriculture pouvait être sauvée, nous polluerions tous les cours d'eau et finirions intoxiqués. Si le climat pouvait être sauvé, nous stériliserions les terres et la faim nous éliminerait. Si le nucléaire ou les énergies renouvelables pouvaient être pérennes, nous consommerions jusqu'au dernier gramme toutes les matières premières et

disparaîtrions par manque de ces matières premières.

Les processus en jeu concernant le déclin et la fin de l'humanité sont de ceux qui se renforcent d'autant qu'on essaie d'exercer une emprise sur eux (voir l'[effet de la reine rouge](#)). L'humanité est sa propre boucle de rétroaction positive. Tout dégât qu'elle commet, elle ne peut en réparer les effets qu'en exploitant encore son environnement, ce qui ne peut que générer d'autres dégâts.

Même s'il restait un espace terrestre relativement protégé après le déclin des civilisations du pétrole, cet espace serait lui aussi finalement dévasté, peu importe l'échéance. Le principe d'humanité est sa propre prophétie en perpétuelle auto-réalisation et le clivage, le déni de réalité lui étant indissociables, l'ultime prophétie ne manquera pas de se réaliser (sauf en cas de marronnage, nous l'avons vu, mais cela revient aussi à la disparition de ce qui *définit* l'humanité).

Ce principe qui singularise l'humain n'est d'ailleurs pas nécessairement un principe exclusif ! Il existe peut-être dans l'Univers d'autres mondes qui abritent la vie, dominés par une autre espèce intelligente. Et peut-être même que la planète de cette autre espèce est beaucoup plus grande que la nôtre, avec beaucoup plus de ressources. Quoi qu'il en soit, cette autre espèce intelligente se trouvera elle aussi confrontée, au bout d'un temps différent du nôtre, aux limites de son environnement, qu'elle continuera à exploiter en totale déraison, et sûrement en pleine conscience de l'imminence d'une fin. Parce qu'elle n'aura pas le choix, non seulement si elle veut maintenir sa vie possible malgré l'augmentation progressive des contraintes adaptatives, mais aussi tout simplement si elle veut rester intelligente (mise à jour du 6 février 2015 : [Le paradoxe de Fermi et les extra-terrestres invisibles](#) – “Une croissance de 2 % par an poursuivie pendant quelques millénaires grille presque nécessairement le système planétaire qui en subit l'expérience” – CNRS).

7 L'incertitude comme une défense, non comme de la prudence

Alors que notre esprit découpe, segmente, détoure le réel afin certainement de faciliter le traitement des données, mais surtout d'écarter celles qui sont incompatibles avec les intérêts même de l'esprit, un processus est par nature insaisissable, ne peut pas être circonscrit. Un processus est toujours changeant et aspire avec lui toutes données anciennes en en créant en permanence de nouvelles. En outre, il ne se définit, a contrario d'un évènement, ni par lui-même, ni par celui qui essaie de le penser. Son déroulé est régi par des éléments extérieurs non

compris dans l'observable : les raisons du déclin humain ne sont pas contenues seulement dans la nature humaine ou dans la nature tout court. Elles sont leurs liens externes définissants, les lois primitives du monde, l'héritage de l'absolu qui se révèle enfin pour peut-être disparaître à jamais, en tant qu'une fois dit, sa parole ne pourra plus jamais être portée par personne.

Le foisonnement d'indicateurs, de statistiques, de calculs probabilistes sur le réel (toujours discutables !) ne nous dit rien sur une autre façon d'orienter nos comportements. Nos comportements ne sont pas dictés par des valeurs mais par des besoins. L'humain aura toujours besoin de surexploiter son environnement pour rester un animal singulier, peu importe la mesure de cette surexploitation. Les données ne peuvent nous instruire – et encore – que sur le tempo des événements, en dessinant éventuellement un horizon... mais il faut même relativiser ce tempo et cet horizon, car les moyens que nous aurons d'opérer des calculs projectifs vont se réduire en même temps que nous perdrons les moyens de construire, entretenir et alimenter nos ordinateurs ou simplement même les instruments de mesure de demain, aussi low tech soient-ils !

L'avenir restera flou sur son déroulement, jusqu'à la fin. Seule l'issue est claire. Voilà pourquoi nous sommes tant attachés aux données, aux mesures, nécessairement imprécises. Elles nous dissimulent l'issue certaine. Les données ne font pas sens, même sous formes de belles courbes, de grandiloquents tableaux colorés. Il faut qu'un affect, qu'une émotion soit attachés à l'objet de connaissance pour que l'esprit et le corps puissent se l'approprier. Nous ne pouvons pas comprendre le sens des courbes, car nous n'y attachons aucune émotion.

Dans ce même objectif d'éloigner le ressenti et ce qu'il nous dit de l'avenir, nous abusons largement de l'incertitude (lire [Espoir et méthodologie : utilisation opportune mais erronée des concepts scientifiques](#)), au point de dévoyer la prudence scientifique pour construire un pare-feu d'ignorance factice. Sous le prétexte d'un dépassement des savoirs anciens, mais en en récupérant abusivement l'ambition de sagesse, nous avons promu un avenir totalement ouvert, aux potentialités infinies, déclarant l'humanité toute puissante devant les forces de la nature prétendument domptées. Mais l'issue était pourtant connue et même écrite depuis longtemps, y-compris sous sa forme et sa réalisation. Nos mythologies ont annoncé, certainement avant même la période dite « historique », un ultime temps infranchissable, parce que nos aïeux ressentaient, éprouvaient parfaitement les principes, les dimensions et l'ordre supérieurs, quand une certaine science, avide de liberté opératoire et d'indéterminisme, a perdu le sens et l'émotion des choses (lire [Les Fins du Monde, de l'Antiquité à nos Jours](#), Jean-Noël Lafargue).

Désormais que nous redécouvrons dans le réel les limites de ce réel, parce qu'elles franchissent avec chaque jour plus d'aisance les remparts de nos froids dénis, nous devons nous résoudre à admettre que cette incertitude scientifique nous aura fait passer directement du « on ne sait pas » à « il est trop tard ».

Mais la science avait-elle vraiment le choix ? Ne devait-elle pas à tout prix maintenir éloigné d'elle le principe de précaution... parce qu'il aurait empêché la science elle-même ? Si nous avons vraiment cru ce que savaient les thermodynamiciens depuis bientôt 200 ans ([Réflexions sur la puissance motrice du feu et sur les machines propres à développer cette puissance](#), Sadi Carnot, 1824), aurions-nous développé les moteurs thermiques et l'agriculture intensive ? Aurions-nous vraiment pu écouter les naturalistes et les lanceurs d'alerte du 19^{ème} siècle ?

« (...) Négligeant toujours les conseils de l'expérience, pour s'abandonner à ses passions, il (l'homme) est perpétuellement en guerre avec ses semblables, et les détruit de toutes parts et sous tous prétextes : en sorte qu'on voit des populations, autrefois considérables, s'appauvrir de plus en plus. On dirait que l'homme est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable. »

[Jean-Baptiste de Lamarck](#), 1820

« Nous nous résignons donc à ne pas être compris aujourd'hui, bien certain qu'un jour viendra où ce livre ne fera que formuler l'opinion du monde. »

[La fin du monde par la science](#), E. Huzar, 1855

La science se trouve aujourd'hui dans une position inconfortable : ce sont ses propres équations, connues de longue date, qui montrent qu'elle ne peut elle-même se faire sans détruire le monde (la thermodynamique, depuis Carnot, suffit encore, lire aussi [Thermodynamique de l'évolution](#), F. Roddier, 2013 et [François Roddier par-delà l'effet de la Reine Rouge](#) par [Matthieu Auzanneau](#)). Il ne serait pas surprenant que dans quelques années un retour critique sur la science passée et contemporaine lève le voile sur des pratiques euphémisantes voire obscurantistes, au cœur même des modèles et des méthodologies (Le travail de F. Roddier pourrait subir cette critique : si celui-ci est passionnant pour ce qu'il dit d'une logique et d'un déterminisme de l'évolution, les ouvertures sur l'avenir proposées restent sans fondement clair, voire antinomiques avec les principes thermodynamiques pourtant rigoureusement décrits).

Nous ne pouvions pas nous empêcher d'évoluer, de progresser, malgré les savoirs, malgré la prise de conscience. C'est la compétition pour l'existence qui nous y a contraints. Et quoi qu'on en pense de toute façon les faits sont là et irrémédiables, entraînant avec eux malheureusement un risque nouveau : lorsque nous avons des doutes, il fallait faire de la science pour être plus sûrs. Désormais qu'il est trop tard... la science a-t-elle carte blanche ?

8 Conclusion

Il est trop tard... depuis toujours parce que nos espoirs et nos croyances (ou même notre ignorance !) ne réécrivent ni les lois de la thermodynamique, ni le principe d'évolution, ni le principe d'humanité. D'autant plus que rien de ces lois et de ces principes ne sont des données saisissables, mais des processus sur lesquels nous n'avons aucune prise.

Contrairement à ce que nous croyons, nous ne parlons pas, entre nous, humains, d'écologie afin de tenter de résoudre les problèmes. Nous savons bien d'ailleurs, par notre corps, à défaut de notre esprit, qu'ils sont sans solution et c'est ce qui nous angoisse profondément. Nous ne faisons que tenter de maintenir notre emprise sur des problématiques que nous avons travaillé ardemment à nous dissimuler depuis que l'esprit est apparu dans l'histoire (progressivement, depuis plusieurs centaines de milliers d'années), c'est-à-dire que nous maintenons la compétition pour savoir non pas qui parviendra à faire changer les choses, mais pour nous faire croire que cela est possible, contre toute raison, pour le bénéfice du maintien au plus haut de nos illusions procrastinatrices. Les fantasmes sur la protection de l'environnement inventent de nouveaux leaders charismatiques, aux discours plus absurdes et obscurs encore que ceux des prophètes anciens, mais la communauté en bénéficie pour ce qu'elle parvient à prolonger, un peu, son histoire...

Sans pouvoir estimer la date de sa survenue et sans avancer qu'elle pourrait survenir sans aucun sursis, après le déclin la fin du monde humain est certaine, d'autant plus que nous aurons des doutes sur cette fin. Nous utiliserons ces doutes comme justification de l'utilisation de toutes les techniques qui nous détruiront. Comprendre que l'autodestruction est inscrite dans le principe d'humanité n'est pas tenter de définir les moyens pour espérer les maîtriser mieux, c'est comprendre que tous les moyens sont bons.

Je conclurai cet article comme je conclus souvent mes textes qui évoquent la fin du monde humain. Ce que nous dénions encore si puissamment aujourd'hui a été pressenti et écrit depuis longtemps déjà. Quelques mots qui résument tout :

*« Je suis un homme infortuné,
qui voulant se garder
de la mort, l'a cherchée !
En la fuyant je l'ai trouvée
car il n'est pour la mort
aucun endroit secret ;
d'où l'on peut déduire, en toute évidence,
cette proposition : tel qui le plus fuit son effet,
est celui qui le plus en subit l'effet. »*

Calderón de la Barca, Extrait de La vie est un songe, 1636

Traduction de Bernard Sesé, Flammarion, 1992